

**RÉUNION DES MINISTRES DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES
DES PAYS MEMBRES DE LA ZONE FRANC**

COTONOU, LES 6 ET 7 AVRIL 2005

SECRETARIAT

BANQUE DES ÉTATS DE L'AFRIQUE CENTRALE

**SITUATION ECONOMIQUE, FINANCIERE ET MONETAIRE
DES ETATS MEMBRES DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE ET
MONETAIRE DE L'AFRIQUE CENTRALE EN 2004
ET PERSPECTIVES POUR 2005**

AVRIL 2005

SOMMAIRE

I.- EVOLUTION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DES ETATS MEMBRES DE LA CEMAC EN 2004

A.- EVOLUTION DU SECTEUR REEL	3
1.- Évolution de la demande globale	3
2.- Évolution de l'offre globale	6
3.- Performances en matière d'inflation	9
B.- EVOLUTION DES FINANCES PUBLIQUES.....	10
C.- BALANCES DES PAIEMENTS ET DETTE EXTERIEURE.....	12

II.- SITUATION MONETAIRE AU 31 DECEMBRE 2004

A.- AVOIRS EXTERIEURS NETS DU SYSTEME MONETAIRE	15
1.- Evolution des avoirs extérieurs bruts de la BEAC	16
2.- Évolution des engagements extérieurs de la BEAC.....	17
3.- Évolution des avoirs extérieurs nets de la BEAC	17
4.- Évolution de la position extérieure nette du secteur bancaire.....	18
B.- CREDIT INTERIEUR NET	19
1.- Crédits à l'économie.....	19
2.- Créances nettes sur l'Etat	23
C.- MASSE MONETAIRE.....	25
1.- Évolution de la monnaie fiduciaire	26
2.- Évolution de la monnaie scripturale.....	27
3.- Évolution de la quasi-monnaie	27

III.- PERSPECTIVES MACROECONOMIQUES EN 2005

A.- PERSPECTIVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES	29
B.- PERSPECTIVES MONETAIRES	31

EVOLUTION ECONOMIQUE, FINANCIERE ET MONETAIRE DES ETATS MEMBRES DE LA CEMAC EN 2004 ET PERSPECTIVES POUR 2005

En **2004**, la situation macroéconomique des Etats de la CEMAC a été caractérisée par une consolidation de la croissance économique, avec **une hausse du PIB réel** estimée à **7,7 %**, contre 4 % en 2003. De ce fait, la progression du revenu réel par habitant ressort à 5,2 %, contre 1,5 % un an plus tôt.

Cette performance procède, au plan extérieur, d'une amélioration des termes de l'échange, induite par un raffermissement des prix à l'exportation, résultant de la hausse des cours du baril de pétrole brut sur les marchés internationaux et de la bonne tenue des prix internationaux des autres matières premières exportées par la Sous-région, particulièrement ceux du bois et de l'aluminium, et ce malgré la dépréciation du dollar américain.

Au plan intérieur, elle repose sur l'augmentation de 24,9 % de la production pétrolière, la poursuite des efforts d'assainissement des finances publiques et les réformes structurelles mises en oeuvre dans le cadre des programmes pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance appuyés par les institutions de Bretton Woods.

En particulier :

- le **taux d'inflation**, en moyenne annuelle, s'est établi à 0,3 % en 2004, contre 1,2 % en 2003, en raison d'un meilleur approvisionnement des marchés urbains en produits agricoles, notamment en République Centrafricaine et au Gabon, du désenclavement de certaines zones de production agricole au Cameroun et de la résorption progressive de la crise énergétique au Tchad et au Cameroun ;
- l'**excédent budgétaire**, base engagements, hors dons, s'est élevé à 4,3 % du PIB, contre 2,8 % en 2003, en liaison essentiellement avec une augmentation sensible des recettes pétrolières ;
- le déficit du **compte courant** s'est replié à 1,2 % du PIB, contre 5,5 % un an plus tôt, grâce principalement à une progression des exportations de pétrole brut.

L'évolution de la **situation monétaire**, entre décembre 2003 et décembre 2004, a été marquée par une consolidation des avoirs extérieurs nets du système monétaire

(+87,1 %) et une baisse du crédit intérieur net (-16,1 %) du fait essentiellement d'une réduction sensible des créances nettes sur les Etats (-46,7 %) et, dans une moindre mesure, d'une légère diminution des crédits à l'économie (-1 %). Reflétant les mouvements de ses contreparties, la masse monétaire (M2) s'est accrue de 10,1 %, contre une hausse de 1,7 % à fin décembre 2003. Quant au taux de couverture extérieure de la monnaie, il s'est raffermi, s'établissant à 73,78 %, contre 64,93 % un an plus tôt.

Pour l'**année 2005**, les projections macroéconomiques s'annoncent globalement favorables, avec une croissance économique soutenue, bien qu'en recul par rapport à 2004, la maîtrise des tensions inflationnistes, la poursuite de l'assainissement des finances publiques, l'amélioration du solde extérieur courant et une couverture extérieure satisfaisante de la monnaie.

-I-

EVOLUTION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DES ETATS MEMBRES DE LA CEMAC POUR L'ANNEE 2004

A. EVOLUTION DU SECTEUR REEL

En 2004, la situation macroéconomique dans la CEMAC a été caractérisée par un raffermissement de la croissance, avec une hausse estimée du PIB réel de 7,7 % contre 4 % en 2003, liée à l'accroissement de la production et des exportations pétrolières notamment en Guinée Equatoriale et au Tchad, et au dynamisme de la consommation tant privée que publique.

Le taux de croissance réel du secteur pétrolier est ressorti à 29,2 % en 2004 contre 9,2 % en 2003, tandis que celui du secteur non pétrolier s'est établi à 4,2 % contre 3,2 % un an plus tôt.

Par pays, ce résultat s'explique par la forte expansion de l'activité économique au Tchad (+ 33,6 %) et en Guinée Equatoriale (+ 33,1 %), de l'activité soutenue au Cameroun (+ 4,4 %), de la consolidation de la croissance au Congo (+ 3,6 %), d'une croissance plus faible au Gabon (1,4 %) et, enfin, de la reprise progressive de l'activité en République Centrafricaine (+ 1,2 %) après deux années de récession.

Tableau 1 : Taux de croissance du PIB en termes réels dans la CEMAC

	2000	2001	2002	2003	2004 Estim.
Cameroun ⁽¹⁾	4,7	4,7	4,1	4,5	4,4
République Centrafricaine	0,9	0,5	-1,1	-7,7	1,2
Congo	7,6	3,8	4,6	0,8	3,6
Gabon	-1,9	2,0	-0,3	2,1	1,4
Guinée Equatoriale	13,1	67,8	20,2	13,6	33,1
Tchad	-0,7	10,0	10,2	11,7	33,6
CEMAC	3,2	6,1	4,2	4,0	7,7

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC.

(1) Données en exercice budgétaire jusqu'en 2002

1.- Evolution de la demande globale

En 2004, la *demande intérieure* a constitué la principale locomotive de la croissance économique avec une participation de 5,2 points, imputable essentiellement à la vigueur de la consommation privée. De même, la *demande extérieure nette* a soutenu la croissance à concurrence de 2,5 points, du fait notamment d'une progression sensible des exportations de pétrole brut.

Tableau 2 : Contribution de la demande globale à la croissance réelle
(en pourcentage)

	2000	2001	2002	2003	2004 Estim.
Produit intérieur brut	3,2	6,1	4,2	4,0	7,7
Demande intérieure, dont :	7,0	15,7	3,1	7,8	5,2
Consommation totale	3,7	6,6	6,9	2,6	5,3
Consommation publique	0,9	1,0	0,7	-0,6	0,1
Consommation privée	2,9	5,6	6,1	3,2	5,2
Investissements bruts	3,3	9,1	-3,7	5,2	-0,1
Investissements publics	0,8	1,1	-0,1	-0,2	0,8
Investissements privés	2,2	8,2	-3,5	5,4	-1,1
Secteur pétrolier	1,3	4,6	-5,8	5,9	-0,6
Secteur non pétrolier	0,8	3,7	2,3	-0,5	-0,5
Variation des stocks	0,3	-0,2	-0,1	0,0	0,2
Demande extérieure nette, dont :	-3,9	-9,6	1,1	-3,8	2,5
Exportations des biens et services non facteurs	-0,6	0,9	0,9	1,2	3,9
Importations des biens et services non facteurs	-3,3	-10,5	0,2	-5,0	-1,4

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC.

a. La consommation globale

La **consommation globale** a contribué à la croissance des pays membres de la Communauté à hauteur de 5,3 points, en liaison avec le dynamisme de la *consommation privée* dont l'apport a été de 5,2 points. Cette évolution favorable des dépenses des ménages s'explique en zones urbaines par : i) les recrutements dans les secteurs prioritaires notamment l'éducation, la santé, l'environnement et la forêt dans tous les pays membres, sauf en République Centrafricaine ; ii) la revalorisation des salaires de certaines catégories de fonctionnaires au Cameroun et au Tchad ; iii) la régularisation progressive du rythme de règlement des salaires des agents de l'Etat en République Centrafricaine et ; iv) la poursuite des créations d'emplois dans les secteurs des hydrocarbures, des bâtiments et travaux publics, des agro-industries et des industries du bois au Congo, au Gabon ainsi qu'en Guinée Equatoriale. En milieu rural, la consommation privée serait soutenue par l'accroissement des revenus des paysans, en rapport avec la fermeté de la demande de produits vivriers et maraîchers dans les grandes villes, ainsi que le maintien à un niveau rémunérateur des prix d'achat aux planteurs de coton.

La participation de la *consommation publique* à la croissance a été marginale (0,1 point) en liaison avec d'une part, les mesures d'abattement des salaires des fonctionnaires

en République Centrafricaine, et d'autre part, les efforts réalisés par les Autorités pour contenir les dépenses de biens et services conformément aux engagements pris dans le cadre des programmes de stabilisation financière avec les Institutions internationales, notamment en République Centrafricaine et au Gabon. Néanmoins, la masse salariale de la fonction publique a continué à progresser dans la plupart des pays, avec des hausses prévues de 5,4 % au Cameroun, 3,6 % au Congo, 10,4 % en Guinée Equatoriale et 8,6 % au Tchad.

b. Les investissements bruts

L'apport des **investissements bruts** à la croissance des économies de la CEMAC a été négatif (-0,1 point) en 2004 contre une contribution positive de 5,2 points en 2003, du fait essentiellement de la contraction des dépenses d'équipement du secteur pétrolier, particulièrement en Guinée Equatoriale et au Tchad.

En effet, la contribution des investissements privés du secteur pétrolier a été négative de 0,6 point, en raison d'un fléchissement du niveau des dépenses d'exploration, de recherche et de développement des compagnies pétrolières en Guinée Equatoriale et de l'achèvement des travaux d'aménagement des sites pétroliers de Doba au Tchad. Néanmoins, des investissements ont concerné : i) la poursuite des tests sismiques dans les périmètres Douala/Kribi-Campo, Mamfé et Logone-Birni ainsi que les travaux de stimulation des puits en exploitation par injection d'eau, en vue d'accroître la production au Cameroun ; ii) la campagne sismique sur la zone Mboundi, les travaux d'exploration sur les permis Marine IV et de la Noumbi, de développement sur les champs Marine X et en on-shore sur le champ Mboundi ainsi que d'exploitation avec l'entrée en production de nouveaux champs (Nkossa-Sud et Litanzi), au Congo ; iii) la poursuite de la Phase 3 du développement de Rabi-Kounga, l'exploitation des gisements de Toucan et Olowi, les prospections et les travaux de forage, respectivement sur les permis Mbinda, Mpolo, Olende, Gombe et Maghénae au Gabon ; iv) le développement, au nord du Bloc G, des champs d'Elon, Okoumé et Oveng, régulièrement reporté suite à des problèmes de gestion des réservoirs de Ceiba situés sur le même bloc et l'extension du champ Alba en Guinée Equatoriale ; et v) la poursuite des travaux d'exploration pétrolière à l'ouest du pays (Bongor, Salamat) ainsi que l'exploitation des champs de Miandoum, Komé et Bolobo au Tchad.

Pour sa part, la *formation brute de capital fixe du secteur privé non pétrolier* a grevé la croissance à hauteur de 0,5 point, compte tenu notamment de la fin des travaux de construction du pipeline Tchad-Cameroun et des retards enregistrés dans le processus de privatisation de certaines entreprises publiques au Cameroun. Toutefois, des investissements ont porté sur la construction d'une centrale électrique à base de fuel lourd au Cameroun, la réalisation des projets d'implantation et d'extension d'usines de transformation de bois, la régénération des exploitations agricoles, le développement de la prospection minière, le rééquipement des unités industrielles au Congo, le secteur des BTP, en Guinée Equatoriale, et l'extension des réseaux de la téléphonie mobile dans tous les pays de la Sous-région.

Au total, l'apport des *investissements privés* à la croissance a été négatif de 1,1 point contre une contribution positive de 5,4 points en 2003.

Enfin, les *investissements publics* ont contribué à la croissance à hauteur de 0,8 point, en relation avec la progression des ressources budgétaires allouées aux dépenses en capital de l'Etat au Cameroun et au Gabon en particulier. Ces ressources ont été consacrées à la mise en œuvre des grands travaux en matière d'infrastructures routières, d'édification de nouveaux établissements scolaires, de réhabilitation d'hôpitaux et de centres de soin de santé primaire, de développement des réseaux électriques et hydrauliques, de modernisation des systèmes de télécommunications, ainsi que de réaménagement de sites portuaires et aéroportuaires, dans la plupart des pays de la Communauté.

En définitive, le taux d'investissement brut dans la CEMAC s'est établi à 27,2 % du PIB en 2004 contre 31,6 % un an plus tôt.

c. La demande extérieure nette

La **demande extérieure nette** a soutenu la croissance à concurrence de 2,5 points, compte tenu d'une participation positive de 3,9 points des *exportations de biens et services non facteurs* liée essentiellement à la progression sensible des ventes de pétrole brut, notamment en Guinée Equatoriale et au Tchad. En revanche, le concours des *importations des biens et services non facteurs* est demeuré négatif de 1,4 points, reflétant l'accroissement du rythme des commandes à l'extérieur des secteurs pétrolier, industriel, forestier et public.

2.- Evolution de l'offre globale

Du côté de l'offre, la croissance a été soutenue tant par le secteur pétrolier (4,1 points) que par le secteur non pétrolier (3,6 points).

Dans le **secteur primaire**, la branche de *l'agriculture, de l'élevage, de la chasse et de la pêche* a fourni 0,3 point à la croissance, sous l'effet principalement du redressement des cultures vivrières et maraîchères, lié à un retour à de bonnes conditions climatiques, la réouverture totale des voies de communication et le renforcement de la sécurité dans les zones de production agricole, notamment en République Centrafricaine. Par ailleurs, cette branche d'activité a bénéficié de l'appui des bailleurs de fonds dans le cadre du Programme Spécial pour la Sécurité Alimentaire, dont l'objectif est de contribuer à l'amélioration nutritionnelle des populations, ainsi que des conditions de transformation et de conservation des produits agricoles et d'élevage, en particulier au Cameroun. Toutefois, la diminution des récoltes céréalières de la campagne 2004-2005 au Tchad, liée à un déficit pluviométrique et aux attaques des acridiens dans certaines régions du pays, a pesé sur le rendement des cultures vivrières. En définitif, la production vivrière a régressé de 3,5 %, revenant de 9 555,6 milliers de tonnes en 2003-2004 à 9 217 au cours de la période 2004-2005.

Au niveau des *cultures de rente*, les récoltes de cacao, de café, de coton graine et de sucre ont enregistré une hausse attribuable à la reprise des cours sur le marché international, à une bonne pluviométrie, à la revalorisation des prix d'achat aux planteurs et aux opérations de régénération et d'extension des plantations. Ainsi, la collecte de cacao, de café, de coton graine et de sucre ont augmenté respectivement de 7 %, 5,2 %, 27,1 %, et 7,7 % pour se fixer à 191 300, 69 100, 444 700 et 64 000 tonnes. En revanche, la production de caoutchouc naturel a fléchi de 54 600 tonnes en 2003 à 52 600 tonnes un an plus tard à cause du vieillissement des plants d'hévéa et de l'absence de financement pour le renouvellement des plantations. De même la récolte de banane a enregistré une baisse pour se fixer à 282 400 tonnes en 2004 contre 313 700 en 2003.

Tableau 3 : Contribution des secteurs à la croissance du PIB réel
(en pourcentage)

	2000	2001	2002	2003	2004 Estim.
Secteur primaire	-0,2	0,4	0,1	0,6	0,4
Agriculture, Elevage, Chasse et Pêche	-0,1	0,6	0,3	0,7	0,3
Sylviculture	-0,1	-0,2	-0,2	-0,1	0,1
Secteur secondaire	0,9	3,4	1,7	1,7	5,2
Pétrole	-0,4	1,3	0,6	1,2	4,1
Industries manufacturières	0,6	0,9	0,5	0,4	0,6
Bâtiments et Travaux Publics	0,7	1,1	0,5	0,0	0,3
Autres	0,0	0,1	0,1	0,1	0,2
Secteur tertiaire	2,5	2,5	2,5	1,5	2,1
Services marchands	2,0	2,0	2,1	1,1	1,6
Services non marchands	0,5	0,5	0,4	0,4	0,5
PIB au coût des facteurs	3,2	6,3	4,3	3,8	7,7
Droits et taxes à l'importation	0,0	-0,2	-0,1	0,2	0,0
PIB aux prix constants du marché de 1992	3,2	6,1	4,2	4,0	7,7
Secteur pétrolier	-0,4	1,3	0,6	1,2	4,1
Secteur non pétrolier	3,6	4,8	3,6	2,8	3,6

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC.

La participation de la *sylviculture* a été marginale (0,1 point), sous l'influence de la limitation effective des exportations de grumes en Guinée Equatoriale. Néanmoins, au Cameroun, en République Centrafricaine, au Congo et au Gabon, la production de bois tropicaux a progressé, en liaison avec la progression des activités de transformation. Au total, la production de grumes et de bois débités a augmenté de 3 %, pour se fixer à 6 800 600 m³ en 2004. Au Congo, la production de rondins d'eucalyptus a été nulle, du fait que les activités de le société EUCALYPTUS DU CONGO au cours de l'année 2004 ont été uniquement consacrées à l'entretien du massif.

Dans le **secteur secondaire**, la filière des *hydrocarbures* a été le principal moteur de la croissance avec un apport de 4,1 points, reflétant une progression de 24,9 % de la production de pétrole brut qui se situerait à 55,7 millions de tonnes, contre 44,6 millions de tonnes pour l'ensemble de la CEMAC.

Cette évolution résulte essentiellement de la montée en puissance de la production des gisements de Miandoum et de Komé au Tchad. Elle s'explique également par une augmentation sensible (31,8 %) de la production de l'or noir en Guinée Equatoriale en rapport avec l'extension du champ de Zafiro, la mise en exploitation des champs d'Okoumé et d'Oveng, ainsi que la progression de la production des gisements du champ d'Alba. Par ailleurs, la production pétrolière a légèrement augmenté au Gabon (3,2 %) et au Congo (0,9 %) du fait i) de la poursuite des efforts de récupérations dans le cadre de RabiIII, du maintien du rythme d'exploitation des champs Anguille, Baudroie, Avocette, Toucan, Gamba et Etam-5 au Gabon et ii) de l'entrée en production de nouveaux champs Nkossa-Sud, Litanzi et Marine X, du maintien et de la limitation du déclin naturel des anciens champs notamment Nkossa, Tchibouela, Tchibeli, Kitina, Foukanda, Mwafi, Likalala et Kombi au Congo. En revanche, la production d'huiles brutes a reculé de 6,1 % au Cameroun, en rapport avec la déplétion naturelle des gisements en exploitation, notamment ceux du Rio Del Rey. En définitive, la Guinée Equatoriale est devenu le premier pays producteur de pétrole brut de la Sous-région en 2004 avec une production de 17,4 millions de tonnes devant le Gabon (12,9 millions), le Congo (10,7 millions), le Tchad (8,8 millions) et le Cameroun (4,3 millions). Enfin, la production de méthanol s'est accrue de 68,9 %, pour se fixer à 1 300 000 tonnes en 2004.

La contribution des *industries minières* a été marginale, compte tenu de la faible progression de la production de diamants bruts, qui est passée de 332 700 carats en 2003 à 352 000 carats en 2004 en République Centrafricaine, en raison de l'application des mesures préconisées dans le cadre des Etats généraux des mines, notamment la suspension de certains permis des bureaux d'achat en situation irrégulière vis-à-vis de l'administration fiscale. Cette tendance a été néanmoins tempérée par le relèvement de la production de manganèse (2 500 000 tonnes en 2004 contre 1 900 000 tonnes un an plus tôt) au Gabon.

Les *industries manufacturières*, ont soutenu la croissance à hauteur de 0,6 point, grâce à la fermeté de la demande intérieure, à la normalisation progressive des approvisionnements en énergie électrique, au renforcement de la trésorerie des entreprises du fait du remboursement des arriérés de la dette intérieure au Congo et au Gabon, à l'extension des capacités de production des unités industrielles en particulier dans la filière bois et à la vigueur des activités dans les branches de l'alimentaire (chocolaterie, minoterie, sucrerie, huilerie), des brasseries, des fabriques de cigarette, de la chimie, du raffinage des produits pétroliers, de la cimenterie et de la métallurgie, notamment au Cameroun et au Gabon. Toutefois, le secteur manufacturier a été de nouveau confronté à l'attentisme des opérateurs économiques face à la perspective des prochaines échéances électorales et à la faiblesse du pouvoir d'achat des ménages en République Centrafricaine.

Le concours des *bâtiments et travaux publics (BTP)* à la croissance a été faible (0,3 point) du fait de la limitation des grands travaux de l'Etat provoquée par la réduction des financements extérieurs, notamment en République Centrafricaine et au Tchad. Le secteur des BTP a néanmoins bénéficié de la poursuite des travaux de construction et de réhabilitation des édifices publics, des aéroports, des infrastructures routières, notamment au Cameroun et au Gabon, ainsi que du rééquipement des unités industrielles et du dynamisme de la construction de logements privés.

Dans le **secteur tertiaire**, les *activités commerciales, touristiques, des transports et des autres services* ont participé positivement à la croissance à concurrence de 1,6 point, en rapport avec la hausse des revenus des ménages, la poursuite des travaux de réhabilitation des infrastructures routières, la restructuration des activités maritime, portuaire, aérienne et ferroviaire, le développement des activités liées aux nouvelles technologies de l'information et de la communication (informatique, Internet) et l'expansion de la téléphonie cellulaire. Enfin, la contribution des *services non marchands* a été positive (0,5 point), en relation avec l'accroissement des effectifs de la fonction publique dans trois pays de la Sous-région.

3.- Performances en matière d'inflation

L'évolution du niveau général des prix dans la CEMAC s'est caractérisée au cours de l'année 2004 par la poursuite de la décélération des tensions inflationnistes. Sur la base des statistiques fournies par les Administrations nationales chargées du suivi de l'évolution des prix à la consommation des ménages, d'une part, et des estimations réalisées par les Services de la Banque, d'autre part, le taux d'inflation de la CEMAC, mesuré par la variation de la **moyenne annuelle** de l'indice des prix à la consommation des ménages, s'est situé à **0,3 %** au 31 décembre 2004 contre 1,2 % au 31 décembre 2003. En **glissement annuel**, le taux d'inflation de la Sous-région est par contre ressorti en hausse, s'établissant à **1,3 %** à fin décembre 2004 contre 0,1 % à fin décembre 2003.

Cet allègement des tensions inflationnistes qui est observé dans tous les Etats, à l'exception du Congo, résulte principalement de l'accroissement substantiel de l'offre de produits vivriers, en raison i) du désenclavement de certaines zones de grande production agricole au Cameroun, ii) de l'amélioration des circuits d'approvisionnement et de distribution en Guinée Équatoriale, iii) de la normalisation progressive de la situation socio-politique en République Centrafricaine qui s'est accompagnée d'une sécurisation des voies de communication, et iv) de l'extension des aires consacrées à l'agriculture au Tchad. D'autres facteurs ont également concouru à cette évolution, en particulier i) la mise en application effective de la trêve sociale au Gabon, ii) la poursuite de politiques économiques axées sur la relance des économies et l'assainissement des finances publiques et d'une politique monétaire prudente.

Tableau 4 : Taux d'inflation dans la CEMAC

	2000	2001	2002	2003	2004 Estim.
Cameroun	1,2	4,5	2,8	0,6	0,4
République Centrafricaine	3,1	3,8	2,3	4,2	-2,1
Congo	-0,3	0,4	3,8	-1,2	1,4
Gabon	0,5	2,1	0,2	2,0	0,5
Guinée Equatoriale	4,6	8,8	7,6	7,3	4,2
Tchad	3,8	12,4	5,2	-1,8	-5,3
CEMAC	1,3	4,4	3,0	1,2	0,3

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC.

B.- EVOLUTION DES FINANCES PUBLIQUES EN 2004

Au niveau des **finances publiques**, l'excédent budgétaire, base engagements, hors dons, de l'ensemble des pays de la CEMAC, s'est consolidé, s'établissant à 4,3 % du PIB en 2004, contre 2,8 % un an plus tôt, en liaison principalement avec un accroissement des recettes pétrolières. L'on note que deux pays présentent un déficit budgétaire, à savoir la République Centrafricaine et le Tchad.

Dans l'ensemble, les grandes tendances des finances publiques en 2004 sont les suivantes :

- une hausse de 13,6 % des recettes budgétaires, qui ont représenté 20,7 % du PIB en 2004 contre 21,2 % en 2003, sous l'effet principalement d'une progression sensible (31,2 %) des recettes pétrolières, induite par la forte augmentation de la production pétrolière et la hausse du cours du baril de pétrole. Pour leur part, les recettes non pétrolières ont fléchi, revenant de 1 948,6 milliards en 2003 à 1 906,5 milliards un an plus tard. Cette contre-performance s'explique essentiellement par : i) le faible rendement de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), notamment en République Centrafricaine et au Gabon ; et ii) et les dysfonctionnements apparus au niveau des impôts et du Trésor public au Cameroun respectivement, dans le suivi des contribuables et la prise charge comptable des recettes, après la mise en place de la division des grandes entreprises ;
- une augmentation de 3,6 % *des dépenses budgétaires*, qui se sont situées à 16,3 % du PIB en 2004, contre 18,3 % un an plus tôt. Cette évolution résulte essentiellement d'un accroissement de 10,8 % des dépenses en capital, en relation avec la poursuite des efforts de mobilisation des ressources extérieures destinées à financer les projets de réhabilitation des infrastructures et de lutte contre la pauvreté, notamment au Cameroun et au Gabon. Pour leur part, les dépenses courantes sont restées pratiquement stables à 2 387,6 milliards (contre 2 360,5 milliards en 2003), en liaison principalement avec la baisse des

intérêts de la dette publique payés en 2004 qui sont revenus de 476,5 milliards en 2003 à 439,9 milliards en 2004, tandis que les dépenses primaires courantes ont progressé de 3,2 % pour se situer à 1 921 milliards en 2004 contre 1 860,2 milliards en 2003. De fait, les dépenses de biens et services ont enregistré une hausse de 3,7 % pour se fixer à 571,7 milliards, reflétant la progression des dépenses de fonctionnement des secteurs prioritaires, et les dépenses de transferts et subventions se sont accrues de 8,9 % atteignant 485,3 milliards. Enfin, les traitements et salaires ont enregistré une hausse de 2,5 % pour atteindre 909,3 milliards en 2004, contre 887,4 milliards un an plus tôt, compte tenu de l'accroissement des effectifs et la prise en charge des avancements et promotions statutaires au Cameroun, en Guinée Equatoriale et au Tchad.

- une amélioration de *l'excédent du solde primaire* qui s'est situé à 7,7 % du PIB en 2004, contre 7,1 % en 2003 ;
- et, en définitive, *un besoin de financement global de l'Etat*, estimé à 2 845,8 milliards, après la prise en compte du paiement des arriérés extérieurs de 2 029,7 milliards et intérieurs de 80 milliards, de l'amortissement de la dette extérieure de 712,5 milliards, du désengagement vis-à-vis du système bancaire de 391,6 milliards et du système non bancaire de 506,4 milliards. Ce gap a été couvert par des dons de 131,3 milliards, des tirages extérieurs de 89,3 milliards au titre des prêts-programmes et de 136,3 milliards au titre des prêts-projets, et un réaménagement de la dette extérieure à hauteur de 2 488,9 milliards.

Tableau 5 : Evolution du solde budgétaire, base engagements (hors dons)
(en pourcentage du PIB)

	2000	2001	2002	2003	2004 Estim.
Cameroun ⁽¹⁾	3,1	1,0	3,3	3,4	1,7
République Centrafricaine	-7,0	-4,0	-3,6	-4,6	-3,5
Congo	0,8	-1,0	-8,3	-0,1	6,7
Gabon	11,8	4,0	2,1	7,5	7,8
Guinée Equatoriale	6,7	14,4	12,3	12,3	15,9
Tchad	-12,1	-10,2	-12,7	-14,2	-5,8
CEMAC	3,6	1,4	0,8	2,8	4,3

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC

(1) Données en exercice budgétaire jusqu'en 2002.

C.- BALANCES DES PAIEMENTS ET DETTE EXTERIEURE

Pour l'année 2004, le *déficit des transactions courantes (dons compris)* de la CEMAC a sensiblement fléchi, s'établissant à 244 milliards, soit 1,2 % du PIB, contre 955,4 milliards en 2003 (5,5 % du PIB).

Cette évolution procède notamment d'une progression de 72,2 % de l'excédent commercial qui s'est situé à 5 535,3 milliards, en liaison avec une amélioration des termes de l'échange de 10,3 %, induite par une appréciation des prix à l'exportation de 14,9 % et un accroissement des quantités commercialisées exportées. De fait, le redressement des cours mondiaux du pétrole (37,8 dollars le baril en moyenne en 2004 contre 28,9 dollars en 2003) et des autres produits exportés, à l'exception du cacao et du café, a plus que compensé la dépréciation de 7,9 % du dollar américain (taux de change moyen de l'année 2004 fixé à 534,4 F CFA contre 580,5 F CFA un an plus tôt).

Tableau 6 : Solde des transactions courantes (transferts officiels inclus)
(en pourcentage du PIB)

	2000	2001	2002	2003	2004 Estim.
Cameroun (1)	1,3	-5,0	-6,6	-3,3	-1,9
République Centrafricaine	-1,1	-2,0	-1,6	-2,4	-3,8
Congo	20,6	-1,6	6,3	14,3	11,6
Gabon	19,9	10,7	5,4	6,7	10,8
Guinée Equatoriale	-14,3	-42,9	-8,8	-34,9	-12,6
Tchad	-15,3	-27,2	-90,4	-39,9	-17,0
CEMAC	6,6	-6,0	-9,4	-5,5	-1,2

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC

(1) Données en exercice budgétaire jusqu'en 2002.

Les *exportations* se sont établies à 9 359,1 milliards en 2004, en augmentation de 36,4 % par rapport à 2003, en relation notamment avec la progression des ventes de pétrole brut, de café, de bois tropicaux, de manganèse, de caoutchouc naturel et de méthanol, consécutive à la hausse des quantités exportées et à la bonne tenue des prix sur les marchés mondiaux. En revanche, les ventes de diamants bruts, de cacao, de coton fibre, d'aluminium et de banane ont reculé du fait de la baisse des cours sur les marchés internationaux.

Les *importations* ont enregistré une hausse de 4,9 %, pour atteindre 3 823,9 milliards, tirées par les achats de produits pétroliers, en relation avec la flambée des cours mondiaux du pétrole brut et par les acquisitions de biens d'équipement dans le cadre de la réalisation des investissements dans le secteur non pétrolier (notamment dans les secteurs agricole, forestier et commercial).

La progression du solde négatif *de la balance des services* (3,5 %) est imputable aux regain d'activité dans les branches de l'exploitation forestière, des transports et des

télécommunications ainsi qu'aux investissements du secteur pétrolier, dans les domaines de la recherche et de développement, notamment au Congo.

Le déficit de la *balance des revenus* s'est alourdi de 71,7 %, se situant à 3 544,1 milliards en 2004, compte tenu principalement de la hausse des revenus des investissements privés. Quant au solde excédentaire *des transferts sans contrepartie*, il s'est établi à 124,3 milliards en 2004 contre 167,1 milliards un an plus tôt, à cause essentiellement des difficultés de trésorerie de l'Etat camerounais, qui a entraîné un retard dans le reversement des dons issus de l'allègement de la dette extérieure.

L'excédent du *compte de capital et d'opérations financières* a fléchi de 19,6 %, revenant de 656 milliards en 2003 à 527,2 milliards en 2004, à cause de la contraction des investissements directs consécutive à l'achèvement de la construction de l'oléoduc Doba-Kribi.

Au total, le *déficit de la balance des paiements consolidée* enregistré en 2003 (578,7 milliards) a fait place à un excédent de 60,5 milliards en 2004. Compte tenu d'une reconstitution des réserves officielles de 519,6 milliards et d'une diminution des arriérés de paiement de 2 029,7 milliards, le besoin de financement extérieur a atteint 2 488,8 milliards. Il a été entièrement couvert par un réaménagement de la dette extérieure à hauteur de 2 488,9 milliards.

S'agissant de **l'endettement extérieur**, l'amélioration de la situation des finances publiques s'est traduite par une baisse du ratio du service de la dette sur les recettes budgétaires qui est revenu de 30,3 % en 2003 à 25,9 % en 2004. De même, le ratio du service de la dette sur les exportations de biens et services non facteurs et celui de l'encours de la dette sur le PIB se sont améliorés pour se situer respectivement à 10,8 % et 50,3 % en 2004, contre 14,9 % et 64,5 % en 2003.

Tableau 7 : Ratios de la dette extérieure de la CEMAC
(en pourcentage)

	2000	2001	2002	2003	2004 Estim.
Encours de la dette /PIB	82,3	76,2	69,1	64,5	50,3
Service de la dette /recettes budgétaires	38,8	42,1	37,0	30,3	25,9
Service de la dette/Exportations de biens et services non facteurs	17,6	21,1	18,4	14,9	10,8

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC

-II-**SITUATION MONETAIRE AU 31 DECEMBRE 2004**

A fin décembre 2004, la situation monétaire des pays membres de la CEMAC s'est caractérisée par une consolidation des **avoirs extérieurs nets du système monétaire**, qui se sont chiffrés à **1 515,3 milliards**, contre 809,7 milliards à fin décembre 2003, soit une augmentation de 87,1 %.

Le **crédit intérieur net** s'est inscrit en baisse de 16,1 %, du fait essentiellement d'une réduction sensible des créances nettes sur les Etats (- 46,7 %), résultant d'une amélioration de la trésorerie publique dans certains pays membres et, dans une moindre mesure, d'une légère diminution des crédits à l'économie (- 1 %).

Reflétant les mouvements de ses contreparties, la **masse monétaire (M2)** s'est accrue de 10,1 %, soit une progression plus rapide que celle constatée à fin décembre 2003 (+ 1,7 %).

Enfin, le **taux de couverture extérieure de la monnaie** s'est raffermi, s'établissant à **73,78 %**, contre 64,93 % un an plus tôt.

Tableau 8 - Situation Monétaire Résumée
Décembre 2002 – Décembre 2004

(En millions de F.CFA)

	2002	2003		2004	
	Décembre	Juin	Décembre	Juin	Décembre
Avoirs extérieurs nets du système monétaire	853 025	843 729	809 743	1 070 351	1 515 327
Crédit Intérieur Net	2 369 472	2 328 105	2 499 336	2 312 811	2 096 642
Créances nettes sur les Etats	776 289	688 221	825 444	601 504	440 291
<i>dont : Position Nette des Gouvernements</i>	<i>900 041</i>	<i>809 555</i>	<i>926 259</i>	<i>723 416</i>	<i>552 419</i>
Créances sur l'économie	1 593 183	1 639 884	1 673 892	1 711 307	1 656 351
Masse monétaire	2 615 590	2 538 031	2 660 003	2 725 158	2 928 566
Autres ressources	606 907	633 803	649 076	658 004	683 403
Fonds propres	763 853	778 603	804 463	846 323	845 607
Divers	-156 946	-144 801	-155 387	-188 319	-162 204

A.- AVOIRS EXTERIEURS NETS DU SYSTEME MONETAIRE

Le renforcement de la position extérieure nette globale des pays de la CEMAC, entre décembre 2003 et décembre 2004, provient principalement de : *i*) l'impact positif de la bonne tenue des cours des principales matières premières, essentiellement le pétrole et le bois, sur les recettes d'exportation ; *ii*) la hausse de la production d'hydrocarbures, notamment au Tchad et en Guinée Equatoriale ; *iii*) la diminution du poids des engagements extérieurs des Etats en rapport avec la baisse du dollar et les allègements de la dette extérieure obtenus par certains Etats membres (Cameroun, Congo et Gabon) dans le cadre des programmes soutenus par les Institutions de Bretton Woods et, enfin, *iv*) le rapatriement plus régulier des recettes d'exportation ainsi que les efforts de mobilisation des financements extérieurs tant publics que privés.

Tableau 9 - Evolution des Avoirs Extérieurs Nets du Système Monétaire (1)
Décembre 2002 – Décembre 2004

(En millions de F.CFA)

	2002	2003		2004	
	Décembre	Juin	Décembre	Juin	Décembre
Cameroun	298 325	265 783	257 657	262 453	354 993
République Centrafricaine	55 796	53 312	47 350	54 574	49 517
Congo	37 992	53 718	5 991	40 855	58 302
Gabon	31 763	52 387	75 548	193 747	285 466
Guinée Equatoriale	108 804	116 123	157 791	294 858	503 594
Tchad	79 156	69 450	46 058	39 277	55 819
Services Centraux	262 490	235 323	231 637	211 276	214 715
CEMAC	853 025	843 729	809 743	1 070 351	1 515 327

(1) () Avoirs extérieurs (-) Engagements Extérieurs

Au **Cameroun**, la position extérieure nette créditrice s'est consolidée (+ 37,8 %), s'établissant à 355 milliards à fin décembre 2004, contre 257,7 milliards à fin décembre 2003. Cette amélioration de la situation extérieure procède principalement de l'appréciation des termes de l'échange, en rapport avec la hausse des prix du pétrole, du bois et de l'aluminium notamment, le rapatriement soutenu des recettes d'exportation, ainsi que de l'incidence positive de l'allègement de la dette extérieure en 2004 pour un montant de 271,6 milliards.

En **République Centrafricaine**, les avoirs extérieurs nets se sont inscrits en hausse de 4,6 %, à 49,5 milliards à fin décembre 2004, contre 47,3 milliards un an plus tôt. Cette évolution favorable de la position extérieure nette qui est intervenue dans un contexte de détérioration du compte courant et de maintien d'un solde négatif du compte de capital et d'opérations financières, n'a été rendue possible que grâce essentiellement à une accumulation d'arriérés au titre de la dette publique (21,4 milliards).

Au **Congo**, la position extérieure nette s'est consolidée, passant de 6 milliards à fin décembre 2003 à 58,3 milliards au 31 décembre 2004. L'amélioration des termes de l'échange induite par la hausse des prix du pétrole dans un contexte de stabilité des volumes exportés et la fermeté des cours du bois conjuguée avec une hausse des quantités commercialisées expliquent, pour une large part, cette forte progression des réserves de change. En outre, le pays a bénéficié d'un important allègement de sa dette extérieure à hauteur de 1 817,2 milliards pour l'année 2004 dans le cadre du programme au titre de la FRPC soutenu par les institutions de Bretton Woods.

Au **Gabon**, les avoirs extérieurs nets se sont renforcés, se situant à 285,5 milliards, contre 75,5 milliards un an plus tôt. Cet accroissement de 277,9 % provient principalement de la hausse des recettes d'exportation liée à la fermeté des cours du pétrole brut, de l'augmentation de la demande étrangère de manganèse ainsi que de l'impact des allègements de la dette extérieure obtenus par le pays (399,6 milliards pour l'année 2004) dans le cadre de l'Accord de confirmation de 14 mois signé le 28 mai 2004 avec les institutions de Bretton Woods.

En **Guinée Equatoriale**, les avoirs extérieurs nets ont poursuivi leur tendance haussière, passant de 157,8 milliards à fin décembre 2003 à 503,6 milliards au 31 décembre 2004. Cette performance remarquable s'explique par le dynamisme des exportations de pétrole et de méthanol, entretenu par la hausse de la production et des cours du brut, le rapatriement régulier des revenus pétroliers et les entrées de capitaux privés dans le secteur des hydrocarbures.

Au **Tchad**, la position extérieure nette s'est accrue de 21,2 %, s'établissant à 55,8 milliards en décembre 2004, contre 46,1 milliards un an auparavant. Cette évolution favorable est imputable aux entrées de capitaux au titre des encaissements de revenus pétroliers et à la mobilisation des financements extérieurs, notamment dans le cadre des projets sociaux, et ce nonobstant les résultats décevants au niveau du secteur cotonnier.

1.- Evolution des avoirs extérieurs bruts de la BEAC

Les réserves officielles brutes de la Banque Centrale ont enregistré un accroissement de 54,9 % à fin décembre 2004, se chiffrant à 1 535,6 milliards, contre 991,1 milliards en décembre 2003. Principal poste des réserves de change, le Compte d'Opérations s'est établi à 1 305,6 milliards contre 814,1 milliards en décembre 2003 (+ 60,4 %) en relation avec le rapatriement plus soutenu des recettes d'exportation. Pour sa part, le poste « Autres avoirs en devises » a augmenté de 43,8 %, à 178,7 milliards au 31 décembre 2004.

Tableau 10 - Evolution des Avoirs Extérieurs Bruts de la BEAC
Décembre 2002 – Décembre 2004

(En millions de F.CFA)

	2002	2003		2004	
	Décembre	Juin	Décembre	Juin	Décembre
Encaisse-Or	49 039	45 178	49 644	48 817	37 717
Compte d'Opérations (solde créditeur)	867 671	833 478	814 086	945 441	1 305 619
Avoirs en DTS	3 147	2 143	1 791	3 173	12 201
Position de réserve au FMI	1 279	1 366	1 341	1 423	1 343
Autres avoirs en devises (1)	125 843	117 082	124 235	120 896	178 705
TOTAL	1 046 979	999 247	991 097	1 119 750	1 535 585

(1) Y compris les avoirs extérieurs bruts non répartis des Services Centraux

2.- Evolution des engagements extérieurs de la BEAC

Les engagements extérieurs de la BEAC ont fléchi de 4,1 %, revenant de 315,7 milliards à fin décembre 2003 à 302,7 milliards au 31 décembre 2004, compte tenu notamment des remboursements des concours du FMI.

Tableau 11 - Evolution des Engagements Extérieurs de la BEAC
Décembre 2002 – Décembre 2004

(En millions de F.CFA)

	2002	2003		2004	
	Décembre	Juin	Décembre	Juin	Décembre
Engagements extérieurs de la BEAC (1)	8 967	11 414	16 362	11 575	13 168
Recours aux crédits du FMI	344 066	310 900	299 350	297 424	289 533
TOTAL	353 033	322 314	315 712	308 999	302 701

(1) Y compris éventuellement les engagements non répartis des Services Centraux

3.- Evolution des avoirs extérieurs nets de la BEAC

Les réserves officielles nettes de la BEAC se sont inscrites en hausse de 82,55 %, se situant à 1 232,9 milliards en décembre 2004 contre 675,4 milliards un an auparavant.

**Tableau 12 - Evolution des Avoirs Extérieurs Nets de la BEAC
Décembre 2002 – Décembre 2004**

(En millions de F CFA)

	2002	2003		2004	
	Décembre	Juin	Décembre	Juin	Décembre
Cameroun	204 995	206 816	154 455	148 542	241 693
République Centrafricaine	58 172	54 618	51 905	57 175	51 387
Congo	-865	-3 244	4 602	-2 014	43 733
Gabon	45 868	36 092	66 908	119 022	164 639
Guinée Equatoriale	54 198	83 392	122 185	238 433	454 296
Tchad	71 823	63 936	43 693	38 317	62 421
Services Centraux	262 490	235 323	231 637	211 276	214 715
TOTAL	693 946	676 933	675 385	810 751	1 232 884

4. - Evolution de la position extérieure nette du secteur bancaire

La position extérieure nette des banques s'est établie à 282,4 milliards en décembre 2004, contre 134,4 milliards en décembre 2003, soit un accroissement substantiel de 110,2 %. Cette progression des avoirs extérieurs nets des banques qui est observée dans tous les pays, à l'exception de la RCA et du Tchad, est liée en grande partie au raffermissement des revenus pétroliers dans certains Etats membres.

**Tableau 13 - Evolution de la Position Extérieure Nette des Banques
Décembre 2002 – Décembre 2004**

(En millions de F.CFA)

	2002	2003		2004	
	Décembre	Juin	Décembre	Juin	Décembre
Avoirs extérieurs bruts	337 205	358 879	274 359	363 568	438 201
Engagements extérieurs (1)	178 126	192 083	140 001	103 968	155 758
Solde net	159 079	166 796	134 358	259 600	282 443
Cameroun	93 330	58 967	103 202	113 911	113 300
République Centrafricaine	-2 376	-1 306	-4 555	-2 601	-1 870
Congo	38 857	56 962	1 389	42 869	14 569
Gabon	-14 105	16 295	8 640	74 725	120 827
Guinée Equatoriale	54 606	32 731	35 606	56 425	49 298
Tchad	7 333	5 514	2 365	960	-6 602
(1) Y compris Dette Postale					

B.- CREDIT INTERIEUR NET

Le **crédit intérieur net** a diminué de 16,1 % à fin décembre 2004 (+ 5,5 % en décembre 2003), pour se situer à **2 096,6 milliards**, contre 2 499,3 milliards un an plus tôt. Cette évolution résulte des variations dans le même sens de ses deux éléments constitutifs, à savoir :

- Un repli des **créances nettes sur les Etats**, qui sont revenues de 825,4 milliards à 440,3 milliards, en baisse de **46,7 %**, traduisant une amélioration de la liquidité publique dans certains Etats, en liaison avec l'afflux des recettes pétrolières ;
- Une décroissance des **crédits à l'économie (- 1,0 %)** recouvrant des situations contrastées entre les Etats.

**Tableau 14 - Evolution du Crédit Intérieur Net
Décembre 2002 – Décembre 2004**

	Montants (en millions de F CFA)			Variations (en %)	
	2002	2003	2004	2003/2002	2004/2003
Créances nettes sur l'Etat	776 289	825 444	440 291	6,3	-46,7
Crédits à l'économie	1 593 183	1 673 892	1 656 351	5,1	-1,0
TOTAL CEMAC	2 369 472	2 499 336	2 096 642	5,5	-16,1
Cameroun	1 160 103	1 238 943	1 237 524	6,8	-0,1
République Centrafricaine	99 566	102 177	115 354	2,6	12,9
Congo	249 751	265 464	274 222	6,3	3,3
Gabon	707 210	674 267	535 172	-4,7	-20,6
Guinée Equatoriale	3 410	17 270	(269 173)	406,5	-1 658,6
Tchad	151 559	182 421	176 740	20,4	-3,1

1.- Crédits à l'économie

Les **crédits à l'économie** se sont établis à **1 656,4 milliards** au 31 décembre 2004 contre 1 673,9 milliards un an auparavant. Les crédits moyen terme ont progressé de 3,8 %, tandis que les concours à court et à long terme ont diminué respectivement de 2,8 % et de 6,5 %.

**Tableau 15 - Evolution des Crédits à l'Economie
Décembre 2002 – Décembre 2004**

	Montants (en millions de F CFA)			Variations (en %)	
	2002	2003	2004	2003/2002	2004/2003
Crédits à court terme	1 124 112	1 153 781	1 121 402	2,6	-2,8
Crédits à moyen terme	425 556	474 131	491 969	11,4	3,8
Crédits à long terme	43 515	45 980	42 980	5,7	-6,5
TOTAL CEMAC	1 593 183	1 673 892	1 656 351	5,1	-1,0
Cameroun	834 441	907 768	909 702	8,8	0,2
République Centrafricaine	49 383	49 417	56 393	0,1	14,1
Congo	66 411	81 738	85 046	23,1	4,0
Gabon	507 891	466 410	422 661	-8,2	-9,4
Guinée Equatoriale	54 221	51 616	62 838	-4,8	21,7
Tchad	79 139	98 088	92 853	23,9	-5,3

1.1- Crédits à court terme

Les crédits à court terme ont baissé de 2,8 % à fin décembre 2004 pour se situer à 1 121,4 milliards. Ce fléchissement recouvre des évolutions différenciées selon les pays.

**Tableau 16 - Evolution des Crédits à Court Terme
Décembre 2002 – Décembre 2004**

	Montants (en millions de F CFA)			Variations (en %)	
	2002	2003	2004	2003/2002	2004/2003
Cameroun	620 701	649 493	631 993	4,6	-2,7
République Centrafricaine	45 472	46 756	52 138	2,8	11,5
Congo	49 760	58 389	63 132	17,3	8,1
Gabon	295 787	268 233	239 217	-9,3	-10,8
Guinée Equatoriale	41 300	39 805	45 803	-3,6	15,1
Tchad	69 428	85 830	79 944	23,6	-6,9
CEMAC	1 124 112	1 153 781	1 121 402	2,6	-2,8

Au **Cameroun**, les crédits à court terme ont régressé de 2,7 %, se fixant à 632 milliards, après une hausse de 4,6 % entre décembre 2002 et décembre 2003. Le recul des crédits est essentiellement imputable aux remboursements effectués par les entreprises publiques, en liaison avec l'amélioration de leur trésorerie liée au règlement de la dette intérieure de l'Etat.

En **République Centrafricaine**, le niveau des concours à court terme s'est situé à 52,1 milliards au 31 décembre 2004, soit une augmentation de 11,5 % en un an, reflétant une hausse de la demande de crédits d'exploitation des entreprises en rapport avec la reprise progressive des activités économiques.

Au **Congo**, les concours bancaires à court terme ont augmenté de 8,1 %, pour s'établir à 63,1 milliards à fin décembre 2004, après une hausse de 17,3 % enregistrée l'année précédente, en relation notamment avec la progression de l'activité dans les secteurs para-pétrolier, agricole, sylvicole, commercial, ainsi que du bâtiment et des travaux publics.

Au **Gabon**, les crédits à court terme ont diminué de 10,8 %, se chiffrant à 239,2 milliards à fin décembre 2004, contre 268,2 milliards un an auparavant. Cette réduction tient principalement à la faiblesse de l'activité des entreprises dans plusieurs secteurs, notamment le bois, l'agroalimentaire et le transport aérien, conjuguée avec la baisse du crédit à la consommation. Par ailleurs, le règlement de la dette intérieure a favorisé le désengagement de certaines entreprises vis-à-vis des banques.

En **Guinée Equatoriale**, les crédits d'exploitation se sont inscrits en hausse de 15,1 %, passant de 39,8 milliards à 45,8 milliards à fin décembre 2004, compte tenu de la vigueur de l'activité économique, notamment dans le secteur pétrolier et para-pétrolier, ainsi que les secteurs des BTP, du commerce et de l'énergie.

Au **Tchad**, les crédits à court terme se sont orientés à la baisse (- 6,9 %), s'établissant à 79,9 milliards, contre 85,8 milliards au 31 décembre 2003. Cette diminution est principalement attribuable au fléchissement des crédits de campagne et, dans une moindre mesure, des concours accordés aux autres secteurs de l'économie.

1.2- Crédits à moyen terme

Les crédits à moyen terme se sont accrus de 3,8 %, à 492 milliards au 31 décembre 2004, contre 474,1 milliards au 31 décembre 2003. Cette évolution a été entretenue par les constructions de logements, les investissements de capacité et de productivité dans le secteur industriel ainsi que les travaux de réfection et d'extension des infrastructures dans plusieurs pays (Cameroun, Congo et Guinée Equatoriale).

**Tableau 17 - Evolution des Crédits à Moyen Terme
Décembre 2002 – Décembre 2004**

	Montants (en millions de F CFA)			Variations (en %)	
	2002	2003	2004	2003/2002	2004/2003
Cameroun	183 163	225 241	247 297	23,0	9,8
République Centrafricaine	3 591	2 430	3 957	-32,3	62,8
Congo	16 642	23 323	21 891	40,1	-6,1
Gabon	200 310	186 952	173 640	-6,7	-7,1
Guinée Equatoriale	12 903	11 811	17 035	-8,5	44,2
Tchad	8 914	10 794	10 526	21,1	-2,5
CEMAC	425 556	474 131	491 969	11,4	3,8

Au **Cameroun**, les crédits à moyen terme ont progressé de 9,8 %, après une augmentation de 23 % un an auparavant, pour se chiffrer à 247,3 milliards, en rapport avec la poursuite des investissements des secteurs public et privé, notamment les dépenses d'équipement dans les secteurs agroalimentaires, des transports et des télécommunications ainsi que les constructions de logements.

En **République Centrafricaine**, l'encours des crédits à moyen terme a augmenté de 62,8 % à fin décembre 2004 pour se situer à 3,9 milliards, contre 2,4 milliards au 31 décembre 2003, reflétant pour l'essentiel la reprise des activités économiques, notamment au niveau des entreprises exportatrices.

Au **Congo**, les crédits à moyen terme ont enregistré une régression de 6,1 % à fin décembre 2004, pour s'établir à 21,9 milliards, contre 23,3 milliards l'année précédente, en rapport avec le désengagement des entreprises commerciales et industrielles.

Au **Gabon**, les crédits d'équipement ont baissé de 7,1 % à fin décembre 2004 pour se situer à 173,6 milliards, contre 186,9 milliards l'année précédente. Cette diminution est imputable, entre autres, à une amélioration de la liquidité des entreprises consécutive au règlement de la dette intérieure de l'Etat et à la morosité de l'activité dans le secteur non pétrolier.

En **Guinée Equatoriale**, les concours bancaires à moyen terme se sont situés à 17 milliards au lieu de 11,8 milliards en décembre 2003 (+ 44,2 %), compte tenu du dynamisme de l'activité économique, en particulier dans le secteur du bâtiment et des travaux publics.

Au **Tchad**, les crédits à moyen terme ont enregistré une baisse (- 2,5 %), après la forte progression enregistrée un an plus tôt (+ 21,1 %), se chiffrant à 10,5 milliards au 31 décembre 2004, contre 10,8 milliards au 31 décembre 2003, en liaison avec l'achèvement des travaux du pipe line Doba-Kribi et ses effets induits dans les autres secteurs, particulièrement le transport et les BTP.

1.3.- Crédits à long terme

Les crédits à long terme, essentiellement affectés à l'habitat, ont diminué de 6,5 %, se situant à 43 milliards à fin décembre 2004 contre 46 milliards un an auparavant. L'encours de ces crédits a diminué au Cameroun (- 7,9 %), au Congo (- 11,5 %) et au Gabon (- 12,7 %). Par contre, il a augmenté en République Centrafricaine (+ 29 %) et au Tchad (+ 62,8 %), tout en demeurant nul en Guinée Equatoriale.

**Tableau 18 - Evolution des Crédits à long terme
Décembre 2002 – Décembre 2004**

	Montants (en millions de F CFA)			Variations (en %)	
	2002	2003	2004	2003/2002	2004/2003
Cameroun	30 577	33 034	30 412	8,0	-7,9
République Centrafricaine	320	231	298	-27,8	29,0
Congo	9	26	23	188,9	-11,5
Gabon	11 794	11 225	9 804	-4,8	-12,7
Guinée Equatoriale	18	0	0	-100,0	0,0
Tchad	797	1 464	2 383	83,7	62,8
CEMAC	43 515	45 980	42 980	5,7	-6,5

2.- Créances nettes sur les Etats

Les créances nettes du système monétaire sur les Trésors Nationaux ont diminué de 46,7 % pour s'établir à 440,3 milliards à fin décembre 2004, traduisant pour l'essentiel une consolidation de la trésorerie publique, particulièrement au Gabon et en Guinée Equatoriale. Ce mouvement résulte essentiellement de l'accroissement des dépôts publics auprès de la BEAC et, dans une moindre mesure, de la baisse des créances des banques commerciales ainsi que du désengagement des Etats vis-à-vis du FMI.

**Tableau 19 - Evolution de la Position nette des Etats
vis-à-vis du système monétaire
Décembre 2002 – Décembre 2004**

(En millions de F.CFA)

	2002	2003		2004	
	Décembre	Juin	Décembre	Juin	Décembre
Cameroun	325 662	264 459	331 175	318 560	327 822
République Centrafricaine	50 183	51 934	52 760	52 771	58 961
Congo	183 340	149 900	183 726	154 048	189 176
Gabon	199 319	189 878	207 857	141 670	112 511
Guinée Equatoriale	-50 811	-34 011	-34 346	-159 413	-332 011
Tchad	72 420	66 223	84 333	93 927	83 887
CEMAC	776 289	688 221	825 444	601 504	440 291

Au **Cameroun**, les créances nettes sur l'Etat ont légèrement diminué (- 1 %), se situant à 327,8 milliards en décembre 2004, contre 331,2 milliards en décembre 2003, en relation notamment avec une baisse des créances brutes de la BEAC sur l'Etat (- 27,3 milliards), un désengagement auprès du FMI (- 20 milliards) et une diminution des concours nets des banques commerciales (- 15 milliards) atténués toutefois par une contraction des dépôts publics à la BEAC (- 59 milliards).

En **République Centrafricaine**, les crédits nets à l'Etat se sont accrus de 11,75 % pour se fixer à 59 milliards, contre 52,8 milliards douze mois plus tôt. Cette évolution résulte principalement de l'augmentation des créances nettes de la Banque Centrale (+ 6,7 milliards) et du FMI (+ 2,3 milliards), atténuée partiellement par la diminution des concours nets des banques commerciales (- 2,8 milliards).

Au **Congo**, les crédits nets à l'Etat ont augmenté de 183,7 milliards à fin décembre 2003 à 189,2 milliards en 2004 (+ 3 %). Les concours nets de la BEAC et du FMI ont enregistré respectivement une baisse de 4 milliards et 0,6 milliard, tandis que les créances nettes des banques ont progressé de 10,1 milliards.

Au **Gabon**, les créances nettes sur l'Etat ont enregistré une réduction substantielle de 45,9 % en un an, revenant de 207,9 milliards à 112,5 milliards, du fait principalement de l'accroissement des dépôts de l'Etat auprès de la BEAC (+ 59,1 milliards), du remboursement des avances de la Banque Centrale (- 17,2 milliards) ainsi que de la diminution des concours nets des banques commerciales (- 36,6 milliards).

En **Guinée Equatoriale**, la situation nette créditrice de l'Etat vis-à-vis du système monétaire s'est davantage consolidée, passant de 34,3 milliards à 332 milliards à fin décembre 2004, compte tenu d'un accroissement notable des dépôts publics auprès de la Banque Centrale (+ 299,6 milliards).

Au **Tchad**, les créances nettes du système monétaire sur l'Etat ont légèrement diminué, se chiffrant à 83,9 milliards à fin décembre 2004, contre 84,3 milliards à fin décembre 2003. Cette évolution à la baisse des concours nets à l'Etat recouvre un désengagement auprès du FMI (- 8,9 milliards) et de la Banque Centrale (- 0,5 milliard), ainsi qu'un accroissement des concours nets des banques primaires (+ 9 milliards).

**Tableau 20 - Evolution des Créances nettes sur les Trésors Nationaux
Décembre 2002 – Décembre 2004**

(En millions de F.CFA)

	2002	2003		2004	
	Décembre	Juin	Décembre	Juin	Décembre
Créances des Trésors et des postes	644 222	684 838	519 424	721 164	874 058
-Encaisse et Institut d'émission	338 523	332 673	268 431	418 259	584 894
-Dépôts dans les banques	305 699	352 165	250 993	302 905	289 164
Dettes des Trésors et des postes	1 420 511	1 373 059	1 344 868	1 322 668	1 314 349
-Envers la BEAC	746 403	754 278	738 402	738 056	712 782
Avances en comptes courants	542 143	567 032	562 293	558 420	560 820
Effets escomptés à moyen terme	68 649	68 649	68 649	68 649	68 649
Créances consolidées sur l'Etat (1)	135 611	118 597	107 460	110 987	83 313
-Envers le FMI (2)	344 066	310 900	299 350	297 424	289 533
-Envers les banques	323 761	301 600	300 835	280 907	305 753
Effets publics	191 810	188 646	180 711	175 665	176 132
Autres	131 951	112 954	120 124	105 242	129 621
-Dettes extérieures des CCP (Dette postale)	6 281	6 281	6 281	6 281	6 281
Position nette	776 289	688 221	825 444	601 504	440 291
(1) Créances sur les banques en liquidation ou restructurées consolidées sur l'Etat.					
(2) Contrepartie des tirages sur le FMI (Stand-by, Accord Elargi, FAS, FASR, FRPC).					

C.- MASSE MONETAIRE

La **masse monétaire** consolidée des pays de la CEMAC a progressé de 10,1 % au 31 décembre 2004, contre 1,7 % à fin décembre 2003, en rapport avec le raffermissement des avoirs extérieurs qui a plus que compensé la baisse du crédit intérieur net. Cet agrégat a augmenté dans tous les Etats. Au total, les disponibilités monétaires et quasi-monétaires se sont chiffrées à **2 928,6 milliards** contre 2 660 milliards un an auparavant.

**Tableau 21 - Evolution de la Masse Monétaire
Décembre 2002 – Décembre 2004**

	Montants (en millions de F CFA)			Variations (en %)	
	2002	2003	2004	2003/2002	2004/2003
Cameroun	1 329 144	1 343 274	1 428 468	1,1	6,3
République Centrafricaine	104 930	96 514	110 230	-8,0	14,2
Congo	291 693	284 591	334 239	-2,4	17,4
Gabon	601 527	594 643	656 901	-1,1	10,5
Guinée Equatoriale	98 283	155 242	207 177	58,0	33,5
Tchad	188 205	182 325	188 725	-3,1	3,5
CEMAC	2 615 590	2 660 003	2 928 566	1,7	10,1

L'analyse de la structure de la **masse monétaire** à fin décembre 2004 laisse apparaître une diminution de la part relative de la quasi-monnaie (de 35,9 % à 34,6 %) en faveur de celles de la monnaie scripturale (de 35,2 % à 36,2 %) et de la monnaie fiduciaire (de 28,9 % à 29,2 %).

**Tableau 22 - Evolution des Composantes de la Masse Monétaire
Décembre 2002 – Décembre 2004**

	Montants (en millions de F CFA)			Structure (en pourcentage)		
	2002	2003	2004	2 002	2003	2004
A - DISPONIBILITES MONETAIRES	1 772 371	1 705 603	1 916 516	67,8	64,1	65,4
dont : Monnaie Fiduciaire	812 095	770 077	855 535	31,0	28,9	29,2
Monnaie Scripturale	960 276	935 526	1 060 981	36,8	35,2	36,2
B - QUASI-MONNAIE	843 219	954 400	1 012 050	32,2	35,9	34,6
MASSE MONETAIRE	2 615 590	2 660 003	2 928 566	100,0	100,0	100,0

1.- Evolution de la monnaie fiduciaire

Le **stock des billets et monnaies en circulation** dans le public a crû de 770,1 milliards à 855,5 milliards à fin décembre 2004, soit une hausse de 11,1 %, contre une diminution de 5,2 % douze mois plus tôt. Cet accroissement est constaté dans tous les pays, à l'exception du Tchad.

**Tableau 23 - Evolution de la Monnaie Fiduciaire
Décembre 2002 – Décembre 2004**

	Montants (en millions de F CFA)			Variations (en %)	
	2002	2003	2004	2003/2002	2004/2003
Cameroun	333 671	297 949	323 968	-10,7	8,7
République Centrafricaine	77 431	70 374	81 342	-9,1	15,6
Congo	129 002	131 915	155 889	2,3	18,2
Gabon	131 898	123 803	138 487	-6,1	11,9
Guinée Equatoriale	25 951	35 116	45 730	35,3	30,2
Tchad	116 799	110 920	110 119	-5,0	-0,7
CEMAC	812 095	770 077	855 535	-5,2	11,1

2.- Evolution de la monnaie scripturale

Les **dépôts à vue** ont enregistré une augmentation de 13,4 % à fin décembre 2004 pour s'établir à 1 061 milliards, après une baisse de 2,6 % en décembre 2003. Cette évolution est observée dans tous les Etats membres.

**Tableau 24 - Evolution de la Monnaie Scripturale
Décembre 2002 – Décembre 2004**

	Montants (en millions de F CFA)			Variations (en %)	
	2002	2003	2004	2003/2002	2004/2003
Cameroun	472 108	454 061	484 650	-3,8	6,7
République Centrafricaine	17 308	15 061	16 376	-13,0	8,7
Congo	142 233	103 233	122 904	-27,4	19,1
Gabon	214 848	221 690	245 009	3,2	10,5
Guinée Equatoriale	46 524	79 333	124 801	70,5	57,3
Tchad	59 795	60 245	65 323	0,8	8,4
CEMAC	960 276	935 526	1 060 981	-2,6	13,4

3.- Evolution de la quasi-monnaie

Les **dépôts à terme et d'épargne** sont passés de 954,4 milliards en décembre 2003 à 1 012,1 milliards à fin décembre 2004, soit un accroissement de 6 %, confirmant la bonne tenue de cet agrégat en relation avec la progression de l'activité économique, l'amélioration de la situation du système bancaire de la Zone et le développement de l'épargne. Excepté en Guinée Equatoriale (- 10,2 %), cette progression est constatée dans tous les Etats.

**Tableau 25 - Evolution de la Quasi-monnaie
Décembre 2002 – Décembre 2004**

	Montants (en millions de F CFA)			Variations (en %)	
	2002	2003	2004	2003/2002	2004/2003
Cameroun	523 365	591 264	619 850	13,0	4,8
République Centrafricaine	10 191	11 079	12 512	8,7	12,9
Congo	20 458	49 443	55 446	141,7	12,1
Gabon	254 781	249 150	273 405	-2,2	9,7
Guinée Equatoriale	25 808	40 793	36 646	58,1	-10,2
Tchad	11 611	11 160	13 283	-3,9	19,0
CEMAC	843 219	954 400	1 012 050	13,2	6,0

-III-**PERSPECTIVES MACROECONOMIQUES EN 2005****A.- PERSPECTIVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES**

Selon les projections disponibles, l'an 2005 serait caractérisé par la poursuite d'une **croissance économique soutenue**, bien qu'en recul par rapport à 2004. La hausse du PIB réel se situerait à 6,3 %, contre 7,7 % en 2004. Dans ces conditions, le revenu réel par habitant s'apprécierait de 3,5 %.

Les principales hypothèses à la base de ces projections ont trait *au niveau de l'environnement international* à : i) une croissance économique mondiale soutenue ; ii) un resserrement des politiques monétaires et budgétaires dans les principaux pays industrialisés ; iii) un maintien des cours du pétrole brut à des niveaux élevés ; iv) une bonne tenue des prix de la plupart des autres matières premières et ; v) la poursuite de la dépréciation du cours du dollar américain. Dans l'ensemble, le cours du baril du pétrole et les prix des produits de base hors pétrole augmenteraient respectivement de 7,1 % et 1,6 %, tandis que le taux de change du dollar américain se situerait autour de 530 francs CFA.

Au plan sous-régional, ces projections procéderaient d'une progression moins rapide de la production pétrolière (9,5 % en 2005 contre 24,9 % en 2004), la bonne tenue du secteur non pétrolier, la poursuite des réformes macro-économiques et structurelles par les Etats avec le soutien de la communauté financière internationale, ainsi que la consolidation de la paix dans l'ensemble de la CEMAC.

Du côté de la *demande*, le principal moteur de la **croissance économique** en 2005 resterait la demande intérieure, tirée principalement par le dynamisme de la consommation privée. La demande extérieure nette soutiendrait également la croissance, en liaison avec la vigueur des exportations, dopées par les ventes de pétrole, qui profiteraient essentiellement de l'accroissement de la production pétrolière au Congo, en Guinée Equatoriale et au Tchad.

Du côté de *l'offre*, le développement rapide des activités du secteur tertiaire constituerait la locomotive de la croissance économique en 2005, avec principalement l'expansion continue de la téléphonie mobile dans les principales villes de la Sous-région, la densification du trafic routier, l'intensification des activités portuaires et le dynamisme du commerce. Par ailleurs, le secteur pétrolier continuerait d'exercer une influence significative sur la croissance, du fait du raffermissement continu de la production en Guinée Equatoriale, au Congo et au Tchad. Cette tendance serait néanmoins tempérée par la baisse persistante de la production au Gabon et au Cameroun. En définitive, la production pétrolière enregistrerait une hausse de 9,5 % en 2005, contre 24,9 % un an plus tôt.

Sur le front des **prix**, les pressions inflationnistes devraient sensiblement s'accroître, tout en restant contenues au-dessous de la norme communautaire de 3 %, compte tenu des facteurs suivants : i) le relèvement d'un demi-point de la TVA et l'élargissement de l'assiette fiscale au Cameroun avec l'entrée en vigueur de la Loi de finances 2005, ii) l'impact sur la demande globale de la tenue des élections législatives et présidentielles en République Centrafricaine et au Gabon, iii) le regain de vigueur de la demande intérieure au Congo et en Guinée Equatoriale, iv) la faiblesse de la production agricole au cours de la campagne 2004-2005 au Tchad, et v) le renchérissement progressif de l'énergie dans la Sous-région du fait du maintien des cours du pétrole à des niveaux élevés.

Au niveau des **finances publiques**, *l'excédent budgétaire, base engagements, hors dons*, progresserait, traduisant principalement une augmentation des recettes non pétrolières, induite par la relance des activités conjuguées avec la poursuite des mesures visant à élargir l'assiette fiscale et à améliorer l'efficacité du recouvrement des différentes régies financières. De même, les recettes pétrolières enregistreraient une hausse imputable à l'accroissement de la production de pétrole brut. Pour leur part, les dépenses budgétaires se renforceraient, du fait d'une hausse des dépenses en capital, en relation avec les efforts des Autorités de la Sous-région pour réorienter la structure des dépenses publiques en faveur des secteurs prioritaires (santé, éducation, infrastructures de base, etc). Par ailleurs, les Etats de la CEMAC enregistreraient un accroissement de leurs dépenses courantes, en liaison essentiellement avec une augmentation des dépenses de biens et services.

Enfin, le solde du **compte extérieur courant** deviendrait positif, reflétant le raffermissement de l'excédent commercial, en relation essentiellement avec la hausse des ventes de pétrole brut qui compenserait largement la progression des importations. Cette évolution des échanges extérieurs procéderait du maintien à un niveau favorable des termes de l'échange attribuable d'une part, à l'augmentation des prix à l'exportation, induite par la hausse des cours du Brent ainsi que des prix de la plupart des matières premières exportées par les pays de la CEMAC, et d'autre part, à la réduction des prix à l'importation, liée à la poursuite de la dépréciation du cours du dollar.

B.- PERSPECTIVES MONÉTAIRES

Au plan de la monnaie et du crédit, les projections monétaires indiquent un renforcement de la position extérieure nette pour l'année 2005, avec un **taux de couverture extérieure** de la monnaie qui se situerait autour de 80 %, contre 73,9 % à fin décembre 2004.

Le **crédit intérieur net** enregistrerait un repli de l'ordre de 24 % sous l'effet conjugué d'une forte baisse des **créances nettes sur les Etats** (- 117 %), reflétant l'amélioration de la situation des finances publiques de certains pays membres, et d'une progression sensible des **crédits à l'économie** (+ 14 %) en rapport avec l'évolution soutenue de l'activité économique.

Au total, **la masse monétaire** s'accroîtrait de 9 % environ.-

ANNEXES

Arriérés de paiements et gap de financement de la CEMAC (en milliards)

	2005			2005
	Arriérés de paiements			Gap résiduel
	Extérieurs	Intérieurs	Total	
Cameroun	-12,7	-10,0	-22,7	27,4
République Centrafricaine	0,0	-	0,0	21,7
Congo	-1226,8	-	-1226,8	0,0
Gabon	0,0	-38,4	-38,4	0,0
Guinée Equatoriale	0,0	-3,4	-3,4	0,0
Tchad	0,0	-7,6	-7,6	11,8
CEMAC	-1239,5	-59,4	-1298,9	60,9

Sources: Administrations nationales, FMI et services de la BEAC.

CEMAC : Tableau des opérations financières des Etats.

(En milliards de FCFA)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
						Estim.	Prév.
Recettes totales	2394,0	3319,9	3556,1	3536,0	3680,0	4178,8	4666,5
Recettes pétrolières	936,0	1797,8	1822,7	1737,5	1731,4	2272,3	2533,9
Recettes non pétrolières	1457,9	1522,0	1733,4	1798,5	1948,6	1906,5	2132,6
. Recettes fiscales	1363,2	1407,3	1601,9	1656,3	1782,4	1751,9	1975,4
. Recettes non fiscales	94,7	114,8	131,5	142,2	166,2	154,6	157,2
Dépenses totales	2529,7	2784,2	3337,1	3407,3	3188,2	3304,5	3642,0
Dépenses courantes	2023,3	2116,2	2493,2	2557,8	2360,5	2387,6	2471,4
Salaires et traitements	671,2	717,5	778,9	838,3	887,4	918,2	949,1
Biens et services	471,4	526,3	599,8	675,2	551,2	571,7	628,7
Transferts et subventions	291,1	299,7	412,3	491,7	445,5	457,8	501,2
Intérêts	589,6	572,7	702,2	552,4	476,5	439,9	392,5
Dettes extérieures	525,3	511,0	633,6	475,8	394,6	370,0	325,9
Dettes intérieures	64,3	61,6	68,6	76,7	81,9	69,8	66,6
Dépenses en capital	506,4	668,0	843,9	849,5	827,7	916,9	1170,6
Sur ressources locales	315,2	427,2	604,3	625,4	568,2	675,9	793,1
Sur ressources extérieures	191,2	240,9	239,7	224,1	259,4	241,0	377,5
Solde primaire (en milliards de FCFA)	645,1	1349,2	1160,8	905,3	1227,7	1555,2	1794,4
Solde primaire (en pourcentage du PIB)	5,2	9,0	7,4	5,4	7,1	7,7	8,0
Solde budgétaire de base (en milliards de FCFA)	55,5	776,5	458,6	352,9	751,3	1115,3	1402,0
Solde budgétaire de base (en pourcentage du PIB)	0,4	5,2	2,9	2,1	4,3	5,5	6,2
Déficit global (base engagements hors dons)	-135,7	535,7	218,9	128,8	491,8	874,3	1024,4
Déficit global (base engagements dons compris)	-37,3	683,7	369,8	271,3	686,3	1005,6	1201,2
Variations des arriérés (baisse -)	433,1	-439,5	-130,3	-258,6	75,4	-2109,7	-1298,9
Intérieurs (principal et intérêts)	-134,7	-264,4	-305,2	-122,0	-112,2	-80,0	-59,4
Extérieurs (principal et intérêts)	567,8	-175,1	174,9	-136,6	187,6	-2029,7	-1239,5
Déficit global (base trésorerie)	297,5	96,2	88,7	-129,9	567,2	-1235,4	-274,5
Financement total	-297,5	-96,2	-88,7	129,9	-567,2	1235,4	274,5
Extérieur	-39,6	482,2	-71,0	593,0	23,8	2133,4	1200,8
Dons	98,4	148,0	150,8	142,5	194,4	131,3	176,8
Courants	12,9	41,3	50,2	33,0	51,8	26,6	14,4
Projets	85,5	106,7	100,6	109,6	142,7	104,7	162,4
Tirages	228,6	212,3	250,5	402,3	156,8	225,6	227,1
Prêts trésorerie et programmes	122,9	78,2	111,5	287,7	40,0	89,3	12,0
Prêts-projets	105,7	134,1	139,0	114,6	116,8	136,3	215,1
Amortissements de la dette extérieure	-719,9	-777,1	-861,9	-833,4	-720,9	-711,4	-688,4
Allégements de la dette extérieure	353,4	905,0	383,6	881,6	400,5	2488,9	1485,6
Autres	...	-6,0	6,0	...	-7,1	-1,0	-0,3
Intérieur	-257,9	-578,4	-17,6	-463,2	-591,0	-898,0	-987,2
Système bancaire	-45,0	-216,4	242,2	-48,9	24,4	-391,6	-475,1
BEAC, opérations traditionnelles	-33,6	-134,1	175,5	-25,5	91,3	-342,7	-394,4
BEAC, consolidation refinancement	-22,1	-20,4	-7,7	-21,1	-27,8	-24,1	-33,1
FMI (net)	39,4	55,5	19,2	-12,5	-44,7	-4,9	-2,9
Fonds de Réserve	-0,1	0,0	-0,3	-0,4	-0,7	-3,2	-7,0
Banques commerciales, hors rachats...	-28,6	-117,4	55,5	10,7	6,3	-16,7	-37,8
Non bancaire	-212,9	-362,0	-259,8	-414,3	-615,4	-506,4	-512,0
Gap résiduel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	60,9

Sources: Administrations nationales, FMI et services de la BEAC.

CEMAC : Balance des paiements résumée

(En milliards de FCFA)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
						Estim.	Prév.
SOLDE DU COMPTE COURANT (transf. publics inclus)	-149,3	994,1	-941,4	-1573,4	-955,4	-244,0	100,7
SOLDE DU COMPTE COURANT (transf. publics exclus)	-277,6	849,1	-1103,6	-1736,4	-1188,9	-441,9	-90,8
SOLDE DU COMMERCE EXTERIEUR	2115,3	4198,0	2932,7	2583,1	3214,6	5535,3	6619,9
Exportations, fob	4378,9	6742,6	6472,2	6486,9	6859,2	9359,1	10768,6
Importations, fob	-2263,6	-2544,6	-3539,5	-3903,7	-3644,6	-3823,9	-4148,6
BALANCE DES SERVICES	-1385,7	-1717,4	-2043,8	-2191,8	-2273,3	-2352,4	-2555,2
BALANCE DES REVENUS	-972,8	-1615,5	-1949,9	-2065,5	-2064,2	-3544,1	-4052,3
SOLDE DES TRANSFERTS COURANTS	93,9	129,0	119,7	100,8	167,4	117,2	88,2
dont : publics (nets)	128,3	144,9	162,3	163,0	233,5	197,9	191,4
privés (nets)	-34,4	-16,0	-42,6	-62,3	-66,1	-80,7	-103,2
COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES	-513,8	-988,8	512,9	1100,5	656,0	527,2	60,0
COMPTE DE CAPITAL	89,0	107,1	110,8	110,9	143,2	106,7	162,4
COMPTE FINANCIER	-602,8	-1096,0	402,1	989,7	512,8	420,5	-102,4
Investissements directs (nets)	283,8	259,6	997,4	1122,3	1502,3	1321,6	1155,6
Investissements de portefeuille (nets)	13,4	-8,3	-8,8	0,1	0,2	-6,2	-5,1
Autres investissements (nets)	-900,1	-1347,3	-586,6	-132,8	-989,7	-894,9	-1252,9
ERREURS ET OMISSIONS	-138,9	-333,9	-242,6	-26,7	-279,3	-222,7	0,0
Solde global	-802,1	-328,7	-671,1	-499,6	-578,7	60,5	160,7
Financement	802,1	328,7	671,1	499,6	578,7	-60,5	-160,7
Variations des réserves off. (baisse +)	-119,1	-401,2	112,6	-245,5	-9,4	-519,6	-467,6
Financements exceptionnels	921,2	729,8	558,5	745,1	588,2	459,2	246,1
Variations des arriérés ext. (baisse -)	567,8	-175,1	174,9	-136,6	187,6	-2029,7	-1239,5
Réaménagements de la dette	353,4	905,0	383,6	881,6	400,5	2488,9	1485,6
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
GAP RESIDUEL	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	60,9

Sources: Services de la BEAC

Données et hypothèses communes de la CEMAC

1999-2005

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
						Estim.	Prév.
Pétrole brut							
Prix du baril (en \$ E.U.) - Brent	18,0	28,2	24,3	25,0	28,9	37,8	40,5
Bois							
Cours mondial des grumes (Dollar/m3)	187,0	190,0	159,8	162,4	187,1	197,3	205,0
Cours mondial des bois débités (Dollar/m3)	601,1	599,2	488,5	517,1	550,2	574,9	600,0
Caoutchouc naturel							
Cours mondial du caoutchouc naturel (Cents/livre)	28,8	31,4	27,3	34,9	49,0	60,2	55,0
Cacao (fèves et dérivés)							
Cours mondial du cacao (Dollars/tonne)	1135,0	903,9	1088,4	1779,0	1753,1	1483,4	1448,8
Café (arabica et robusta)							
Cours mondial du robusta (Cents/livre)	67,7	42,2	27,3	30,8	38,4	38,4	40,0
Coton (fibre)							
Cours mondial de l'indice A de Cotlook (Cents/livre)	53,1	59,1	48,0	46,3	63,4	69,8	68,0
Croissance et inflation des principaux pays industrialisés							
Croissance	2,8%	3,8%	1,1%	1,7%	2,1%	3,6%	2,9%
dont: France	2,7%	3,4%	2,1%	1,2%	0,5%	2,6%	2,3%
Inflation	1,5%	1,4%	2,1%	1,5%	1,8%	2,1%	2,1%
dont: France	0,6%	0,8%	1,8%	1,9%	1,9%	2,0%	1,9%
Taux de change et d'intérêt							
FCFA/\$ E.U. (moyenne)	614,8	710,0	733,0	696,4	580,5	534,4	530,9
FCFA/DTS	840,4	936,5	947,0	901,7	811,5	786,2	780,4
Taux directeur BEAC - (TIAO fin de période)	7,6	7,0	6,5	6,3	6,0	6,0	5,8

Sources: Administrations nationales, FMI et services de la BEAC.

CEMAC: Données et Hypothèses de base (exportations)

(1999-2005)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
						Estim.	Prév.
Pétrole brut (en millions de tonnes)	38,5	37,7	38,6	39,9	42,1	54,1	59,1
Cameroun	5,8	5,7	5,5	5,0	4,6	4,3	4,1
Congo	13,0	12,9	11,1	11,6	10,6	10,7	12,2
Gabon	14,7	13,1	12,3	11,9	12,5	12,9	12,4
Guinée Equatoriale	5,0	6,0	9,6	11,4	13,2	17,4	19,4
Tchad	...	...	...	...	1,2	8,8	11,1
Cacao (en milliers de tonnes)	119,8	125,6	140,9	154,8	153,7	166,9	172,1
Cameroun	115,5	122,0	136,5	153,2	151,3	163,4	168,3
Guinée Equatoriale	4,4	3,6	4,4	1,6	2,4	3,5	3,8
Café (en milliers de tonnes)	93,2	100,2	76,4	53,8	55,8	59,6	63,7
Cameroun	81,5	88,0	70,7	48,0	53,5	55,7	56,5
RCA	11,5	12,1	5,6	5,7	2,1	3,8	7,0
Guinée Equatoriale	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2
Coton - fibre et dérivés (en milliers de tonnes)	168,9	161,5	155,9	179,6	169,0	140,9	185,3
Cameroun	70,2	81,5	90,4	100,9	92,6	96,1	99,9
RCA	13,5	11,2	9,9	12,2	0,9	2,9	5,3
Tchad	85,2	68,7	55,6	66,6	75,4	41,9	80,1
Bois - grumes, sciages et dérivés (en milliers de m3)	5198,4	5362,6	5074,4	4783,1	4767,3	4689,8	4915,8
Cameroun	1601,8	1153,0	891,7	775,2	781,2	847,2	911,4
RCA	207,0	328,3	335,7	395,3	276,2	240,3	266,7
Congo	287,5	354,0	576,2	675,3	957,9	1003,6	1033,6
Gabon	2438,0	2793,4	2650,0	2400,0	2221,0	2070,0	2270,0
Guinée Equatoriale	664,1	733,9	620,8	537,2	531,0	528,7	434,1
Aluminium - brut et dérivés (en milliers de tonnes) - Cameroun	74,2	72,9	63,6	47,2	56,8	68,1	72,2
Caoutchouc naturel (en milliers de tonnes) - Cameroun	45,5	31,6	34,5	37,7	41,2	39,7	41,3
Banane (en milliers de tonnes) - Cameroun	221,0	235,9	254,1	238,4	313,7	282,4	288,0
Diamants - brut et taillés (en milliers de carats) - RCA	431,1	461,0	449,3	414,8	332,7	352,0	387,2
Tabac (en tonnes) - RCA	300,0	225,6	119,5	172,0	213,0	172,0	156,4
Produits pétroliers (en milliers de tonnes) - Congo	0,0	164,7	59,5	234,3	301,9	270,5	284,0
Rondins d'eucalyptus (en milliers de tonnes) - Congo	469,2	413,2	247,9	23,0	51,3	0,0	73,4
Sucre (en milliers de tonnes) - Congo	21,7	30,4	27,8	33,2	42,3	44,0	44,0
Manganèse (en millions de tonnes) - Gabon	2,0	1,9	1,7	1,9	1,9	2,5	2,7
Uranium (en tonnes) - Gabon	358,0	...	...	...	...	...	...
Méthanol (en milliers de tonnes) - Guinée	...	...	473,0	725,3	769,8	1300,0	1800,0
Bétail (cheptel en milliers de têtes) - Tchad	286,2	295,8	530,7	543,6	561,2	578,0	595,3

Sources: Administrations nationales, FMI et services de la BEAC.

CEMAC: Données Statistiques de base (Production)

(1999-2005)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
						Estim.	Prév.
Pétrole brut (en millions de tonnes)	39,8	38,3	40,1	41,0	44,6	55,7	61,0
Cameroun	6,0	5,8	5,5	5,2	4,9	4,6	4,2
Congo	13,1	13,1	12,1	11,8	11,2	11,2	12,7
Gabon	15,6	13,6	12,9	12,6	13,5	13,7	13,2
Guinée Equatoriale	5,1	5,9	9,7	11,5	13,3	17,6	19,5
Tchad	...	...	...	...	1,7	8,7	11,3
Cacao (en milliers de tonnes)	138,9	129,7	148,8	174,2	178,8	191,3	196,7
Cameroun	133,9	124,4	145,0	170,0	176,3	188,4	193,3
Gabon	0,5	0,5	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5
Guinée Equatoriale	4,5	4,8	3,4	3,7	2,0	2,4	2,9
Café (en milliers de tonnes)	107,2	94,4	76,0	58,8	65,7	69,1	74,4
Cameroun	95,0	82,4	67,3	54,0	63,0	65,0	67,0
RCA	12,0	11,8	8,5	4,5	2,4	3,8	7,0
Gabon	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2
Guinée Equatoriale	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2
Coton - graine (en milliers de tonnes)	418,5	382,2	431,3	462,3	349,9	444,7	483,6
Cameroun	195,9	217,9	242,3	246,1	233,8	242,8	260,0
RCA	38,6	21,3	24,5	32,9	14,0	6,8	12,6
Tchad	184,0	143,0	164,5	183,3	102,1	195,0	211,0
Bois - grumes, sciages et dérivés (en milliers de m3)	7236,8	8255,2	7364,2	7075,9	6786,8	7003,3	7650,4
Cameroun	2700,0	2950,0	2070,0	1931,3	1738,2	1998,9	2078,9
RCA	633,4	806,8	782,3	737,5	524,5	502,8	531,0
Congo	614,9	749,4	1042,0	1375,6	1574,6	1779,5	2092,0
Gabon	2500,0	3034,1	2800,0	2500,0	2421,0	2208,6	2435,0
Guinée Equatoriale	788,6	714,9	669,9	531,5	528,5	513,5	513,5
Aluminium - brut et dérivés (en milliers de tonnes) - Cameroun	74,2	72,9	63,6	47,2	56,8	68,1	72,2
Caoutchouc naturel (en milliers de tonnes) - Cameroun	55,8	56,9	55,2	50,0	54,6	52,6	54,7
Banane (en milliers de tonnes) - Cameroun	221,0	235,9	248,7	230,8	313,7	282,4	288,0
Diamants - brut et taillés (en milliers de carats) - RCA	431,1	461,0	449,3	414,8	332,7	352,0	387,2
Tabac (en tonnes) - RCA	300,0	225,6	119,5	172,0	213,0	172,0	156,4
Produits pétroliers (en milliers de tonnes) - Congo	0,0	164,7	59,5	234,3	301,9	270,5	284,0
Rondins d'eucalyptus (en milliers de tonnes) - Congo	536,7	531,1	318,7	82,6	61,2	0,0	87,5
Sucre (en milliers de tonnes) - Congo	42,8	50,7	56,3	54,9	59,4	64,0	67,4
Manganèse (en millions de tonnes) - Gabon	1,9	1,7	1,8	1,9	2,0	2,5	2,7
Uranium (en tonnes) - Gabon	358,0	...	...	...	...	...	...
Méthanol (en milliers de tonnes) - Guinée	...	...	473,0	725,3	769,8	1300,0	1800,0
Bétail (cheptel en milliers de têtes) - Tchad	14843,0	15176,0	15551,0	15931,0	16444,0	16937,3	17445,4
Taux de change et d'intérêt							
FCFA/\$ E.U. (moyenne)	614,8	710,0	733,0	696,4	580,5	534,4	530,9
FCFA/DTS	840,4	936,5	947,0	901,7	811,5	786,2	780,4
Cacao (FCFA/kg)							
Cameroun - 1ère qualité	450,0	350,0	350,0	620-1000	450-800	350-600	320-550
Gabon	600,0	600,0	600,0	600,0	600,0	600,0	600,0
Guinée Equatoriale	600,0	400,0	482,0	788,0	600,0	750,0	1000,0
Café (FCFA/kg)							
Cameroun - Robusta	418,8	387,5	290-340	230-275	225-270	225-270	230-280
RCA	155,0	103,0	40,0	65,0	50,0	37,8	39,1
Gabon	400,0	400,0	400,0	400,0	400,0	400,0	400,0
Guinée Equatoriale - non décortiqué	225,0	350,0	234,0	251,0	200-350	200-350	200-350
Coton - graine (FCFA/kg)							
Cameroun - 1ère qualité	180,5	187,5	188,0	175,0	186,6	192,0	192,0
RCA	170/125	150/105	150/105	165/110	165/110	150/110	150/110
Tchad	150,0	183,0	163,0	167,0	158,6	180,5	181,4

Sources: Services de la BEAC

CEMAC : Principaux indicateurs économiques et financiers 1999-2005

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	
						Estim.	Prév.	
PIB, prix et population	(Variations annuelles en %, sauf indications contraires)							
Taux de croissance (PIB reel)	-0,4	3,2	6,1	4,2	4,0	7,7	6,3	
dont secteur pétrolier	-5,9	-3,2	10,2	4,8	9,2	29,2	11,7	
secteur non pétrolier	0,6	4,2	5,5	4,1	3,2	4,2	5,2	
Contribution du secteur pétrolier à la croissance réelle	-0,9	-0,4	1,3	0,6	1,2	4,1	2,0	
Contribution du secteur non pétrolier à la croissance réelle	0,5	3,6	4,8	3,6	2,8	3,6	4,3	
Taux de croissance démographique (moyen)	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	
Inflation (prix à la consommation, en moy annuelle, décembre)	0,5	1,3	4,4	3,0	1,2	0,3	2,6	
Finances publiques								
Recettes totales	7,0	38,7	7,1	-0,6	4,1	13,6	11,7	
dont recettes pétrolières	7,7	92,1	1,4	-4,7	-0,4	31,2	11,5	
recettes non pétrolières	6,5	4,4	13,9	3,8	8,3	-2,2	11,9	
Depenses totales	-14,9	10,1	19,9	2,1	-6,4	3,6	10,2	
dont dépenses courantes	-10,9	4,6	17,8	2,6	-7,7	1,1	3,5	
dépenses en capital	-27,7	31,9	26,3	0,7	-2,6	10,8	27,7	
Monnaie et crédit								
Avoirs extérieurs nets	8,3	491,4	-25,3	47,9	-6,1	73,0	37,4	
Crédits à l'économie	4,4	11,8	7,4	6,0	4,0	0,1	13,9	
Créances nettes sur l'Etat	4,5	-32,1	36,7	-9,4	5,7	-49,5	-117,0	
Masse monétaire (M2)	6,3	25,6	6,3	14,9	1,6	6,3	9,5	
Taux de couverture extérieure (fin de période)	46,9	70,7	63,4	66,6	64,9	73,2	80,6	
Vitesse de circulation de la monnaie (PIB/M2)	5,7	4,9	5,1	4,7	4,8	4,7	4,7	
Secteur extérieur								
Exportations, fob	24,7	54,0	-4,0	0,2	5,7	36,4	15,1	
Importations, fob	-4,5	12,4	39,1	10,3	-6,6	4,9	8,5	
Termes de l'échange	20,4	47,1	-7,9	2,6	4,3	10,3	8,9	
Taux de change effectif réel	-2,4	-0,9	1,1	-24,4	5,1	2,2	...	
Taux de change effectif réel des exportations	-12,0	-0,1	-0,3	-58,5	3,8	1,3	...	
Taux de change effectif réel des importations	4,9	-1,4	1,7	-6,9	4,6	2,2	...	
Marge de compétitivité cumulée depuis 1994	13,4	14,3	13,2	37,6	32,5	30,3	...	
Monnaie et crédit	(Contribution à la croissance de la masse monétaire, en %)							
Avoirs extérieurs nets	0,2	38,5	-9,4	12,7	-1,8	22,6	18,9	
Avoirs intérieurs nets	6,1	-12,9	15,8	2,1	3,4	-16,3	-9,4	
Crédit intérieur net	5,8	-8,8	15,7	0,4	4,1	-15,3	-9,1	
Créances nettes sur l'Etat	2,5	-17,5	10,8	-3,5	1,7	-15,4	-17,2	
Crédits à l'économie	3,3	8,7	4,9	4,0	2,4	0,1	8,2	
Masse monétaire (M2)	6,3	25,6	6,3	14,9	1,6	6,3	9,5	
Comptes nationaux	(Contribution à la croissance réelle, en %)							
Produit intérieur brut	-0,4	3,2	6,1	4,2	4,0	7,7	6,3	
Demande intérieure brute	-0,4	7,0	15,7	3,1	7,8	5,2	8,4	
Consommation	1,9	3,7	6,6	6,9	2,6	5,3	6,8	
Publique	-0,8	0,9	1,0	0,7	-0,6	0,1	0,4	
Privée	2,7	2,9	5,6	6,1	3,2	5,2	6,3	
Investissements bruts	-2,4	3,3	9,1	-3,7	5,2	-0,1	1,6	
Publique	-1,9	0,8	1,1	-0,1	-0,2	0,8	0,6	
Privée (Entreprises et ménages)	-0,5	2,2	8,2	-3,5	5,4	-1,1	1,1	
Exportations nettes	0,1	-3,9	-9,6	1,1	-3,7	2,5	-2,1	
Exportations de biens et services non facteurs	0,1	-0,6	0,9	0,9	1,2	3,9	2,4	
Importations de biens et services non facteurs	0,0	-3,3	-10,5	0,1	-4,9	-1,4	-4,6	
Comptes nationaux	(En pourcentage du PIB, sauf indication contraire)							
Investissements	24,7	23,8	33,6	31,8	31,6	27,2	25,6	
Epargne intérieure	30,6	40,3	39,2	34,1	37,1	42,9	43,7	
Epargne nationale	22,7	29,6	26,9	21,8	25,2	25,4	25,6	
Finances publiques								
Recettes totales	19,4	22,1	22,5	21,2	21,2	20,7	20,8	
Recettes pétrolières	7,6	12,0	11,5	10,4	10,0	11,2	11,3	
Recettes non pétrolières	11,8	10,1	11,0	10,8	11,2	9,4	9,5	
Depenses totales 1/	20,5	18,5	21,1	20,4	18,3	16,3	16,2	
Dépenses courantes	16,4	14,1	15,8	15,3	13,6	11,8	11,0	
Dépenses en capital	4,1	4,4	5,3	5,1	4,8	4,5	5,2	
Solde budgétaire primaire (deficit -)	5,2	9,0	7,4	5,4	7,1	7,7	8,0	
Solde budgétaire de base (deficit -)	0,4	5,2	2,9	2,1	4,3	5,5	6,2	
Solde budgétaire, base engagements hors dons (deficit -)	-1,1	3,6	1,4	0,8	2,8	4,3	4,6	
Solde budgétaire, base engagements dons compris (deficit -)	-0,3	4,6	2,3	1,6	3,9	5,0	5,4	
Secteur extérieur								
Exportations de biens et services non facteurs	40,3	48,8	44,8	42,6	43,1	49,7	51,1	
Importations de biens et services non facteurs	-34,3	-32,2	-39,2	-40,3	-37,7	-33,9	-33,0	
Solde du compte courant (dons off.incl., def. -)	-1,2	6,6	-6,0	-9,4	-5,5	-1,2	0,4	
Solde du compte courant (dons off.excl., def. -)	-2,3	5,7	-7,0	-10,4	-6,8	-2,2	-0,4	
Encours de la dette extérieure/PIB	100,0	82,3	76,2	69,1	64,5	50,3	43,9	
Ratio du service de la dette publique/Recettes budgétaires	52,0	38,8	42,1	37,0	30,3	25,9	21,7	
Ratio du service de la dette publique/XBSNF	25,1	17,6	21,1	18,4	14,9	10,8	8,8	
Réserves extérieures (y/c Sces Cx)	475,9	928,8	850,8	1049,9	989,6	1480,1	1959,2	
Réserves extérieures (en mois d'importations de biens caf))	2,1	3,7	2,4	2,6	2,7	3,7	4,5	
Réserves extérieures (en mois d'importations de biens et snf caf))	1,3	2,3	1,7	1,9	1,8	2,6	3,2	
Pour mémoire								
PIB nominal (en milliards de FCFA)	12338,6	15019,6	15792,6	16680,1	17394,4	20219,6	22451,5	
Population (en millions d'habitants)	29,8	30,6	31,3	32,1	32,9	33,8	34,6	
PIB par tête d'habitant (en \$ E.U.)	673,5	692,4	687,8	745,7	909,9	1120,6	1221,4	

(1) Au Cameroun, les séries prennent en compte la BMBC et le CAC jusqu'en 1994/1995; les données sont expurgées de ces deux banques à partir de 1995/1996.

NB : Toutes les données sont à fin décembre de chaque année, y compris celles du Cameroun

TCHAD : Principaux indicateurs économiques et financiers
1999-2005

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
						Estim.	Prév.
PIB, prix et population	(Variations annuelles en %, sauf indications contraires)						
Taux de croissance (PIB réel)	-0,6	-0,7	10,0	10,2	11,7	33,6	14,6
dont Secteur pétrolier	...	...	...	...	...	284,3	25,4
Secteur non pétrolier	-0,6	-0,7	10,0	10,2	-0,8	2,1	9,5
Taux de croissance démographique	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4
Inflation (prix consommation-base= 01/1994) N'Djamena	-8,0	3,8	12,4	5,2	-1,8	-5,4	5,0
Finances publiques							
Recettes totales	-6,8	2,6	14,3	19,9	26,1	48,7	39,5
Dépenses totales	3,1	26,3	8,9	30,9	23,7	-4,5	34,9
Dépenses courantes	12,7	15,7	12,8	24,4	6,4	-3,5	19,1
Dépenses en capital	-6,1	38,6	5,2	37,7	39,7	-5,2	46,4
Monnaie et crédit							
Avoirs extérieurs nets	-20,2	-5,1	-15,5	178,7	-41,8	33,3	75,9
Crédits à l'économie	-10,3	10,5	22,2	-0,8	23,9	1,4	8,9
Créances nettes sur l'Etat	70,9	31,6	24,6	-7,0	16,5	0,6	-33,4
Masse monétaire (M2)	-4,0	18,3	23,2	23,8	-3,1	6,0	9,2
Concours de la BEAC aux banques	-49,5	-38,8	66,7	-80,0	595,0	-25,2	-102,9
Taux de couverture extérieure (fin de période)	74,7	75,5	78,5	84,5	73,2	69,9	80,8
Vitesse de circulation de la monnaie (PIB/M2)	9,0	8,0	8,1	7,4	7,3	6,7	6,8
Taux directeur BEAC - TIAO (fin de période)	7,6	7,0	6,5	6,3	6,0	6,0	5,8
Secteur extérieur							
Exportations, fob	-9,1	-7,1	58,7	-5,0	76,2	244,1	24,4
Importations, fob	-2,1	4,9	121,7	173,4	-48,6	-31,1	2,6
Termes de l'échange	-16,1	2,6	25,2	-10,0	7,5	0,8	0,5
Variation des prix à l'exportation	-13,6	11,5	27,5	-13,7	2,5	5,0	0,6
Variation des prix à l'importation	3,0	8,7	1,8	-4,1	-4,6	4,1	0,1
Taux de change effectif réel	-7,1	-3,4	7,7	-28,6	5,4	...	...
Taux de change effectif réel des exportations	-11,6	-7,4	8,0	-61,0	11,5	...	...
Taux de change effectif réel des importations	-1,0	0,6	10,4	-9,4	-1,7	...	...
Marge de compétitivité cumulée depuis 1994	17,1	19,9	12,2	40,8	35,4	...	...
Monnaie et crédit	(Contribution à la croissance de la masse monétaire, en %)						
Avoirs extérieurs nets	-9,2	-1,9	-4,3	33,9	-17,2	8,4	24,1
Avoirs intérieurs nets	5,2	20,2	27,6	-10,1	14,1	-2,4	-15,0
Crédit intérieur net	11,9	20,3	24,2	-4,0	16,4	1,0	-10,1
Créances nettes sur l'Etat	18,2	14,4	12,5	-3,6	6,3	0,3	-14,7
Crédits à l'économie	-6,3	6,0	11,7	-0,4	10,1	0,7	4,6
Autres postes nets	-6,7	-0,1	3,4	-6,1	-2,3	-3,4	-4,9
Masse monétaire (M2)	-4,0	18,3	23,2	23,8	-3,1	6,0	9,2
Comptes nationaux	(Contribution à la croissance réelle, en %)						
Produit intérieur brut	-0,6	-0,7	10,0	10,2	11,7	33,6	14,6
dont Secteur pétrolier	...	...	...	...	8,4	31,7	8,1
Secteur non pétrolier	-0,6	-0,7	10,0	10,2	3,2	1,8	6,4
Demande intérieure brute	2,0	0,6	35,1	100,5	-47,8	8,6	14,9
Consommation	-0,8	0,2	-1,0	66,2	-44,0	29,4	20,6
Publique	1,1	1,1	1,5	1,5	1,2	-0,7	0,7
Privée	-1,9	-0,9	-2,5	64,7	-45,1	30,1	19,9
Investissements bruts	2,8	0,4	36,1	34,3	-3,8	-20,8	-5,7
Publics	-0,8	2,4	0,9	4,5	6,1	-3,2	3,1
Privés (Entreprises et ménages)	3,3	0,6	34,6	28,9	-10,1	-16,9	-8,9
dont secteur pétrolier	0,1	0,1	32,1	24,2	-12,2	-16,3	-8,1
dont secteur non pétrolier	3,2	0,5	2,5	4,7	2,1	-0,6	-0,7
Variation des stocks	0,2	-2,5	0,6	0,9	0,1	-0,7	0,1
Exportations nettes	-2,5	-1,3	-25,1	-90,4	59,5	25,0	-0,3
Exportations de biens et services non facteurs	-5,6	-2,1	6,4	1,9	-1,1	16,7	5,7
Importations de biens et services non facteurs	3,1	0,9	-31,4	-92,3	60,5	8,3	-6,0
Comptes nationaux	(En pourcentage du PIB, sauf indication contraire)						
Investissements	15,3	23,2	46,2	66,6	57,3	29,4	24,6
Epargne intérieure	1,4	5,5	16,2	-23,9	15,1	42,4	44,6
Epargne nationale	1,3	4,3	14,9	-26,9	11,9	9,1	9,1
Finances publiques							
Recettes totales	8,3	8,1	7,4	7,9	9,2	9,1	10,6
Dépenses totales	16,8	20,2	17,7	20,6	23,5	14,9	16,8
Dépenses courantes	9,0	9,9	9,0	9,9	9,8	6,3	6,2
Dépenses en capital	7,8	10,3	8,7	10,6	13,7	8,7	10,6
Solde budgétaire primaire, (déficit -)	-0,8	-1,9	-1,4	-2,3	-1,8	1,4	1,6
Solde budgétaire de base, (déficit -)	-1,7	-2,9	-2,2	-3,2	-2,5	0,8	1,1
Solde budgétaire, base engagements hors dons (déficit -)	-8,5	-12,1	-10,2	-12,7	-14,2	-5,8	-6,2
Solde budgétaire, base engagements dons compris (déficit -)	-5,5	-6,7	-5,0	-6,0	-5,6	-1,7	-2,0
Secteur extérieur							
Exportations de biens et services non facteurs, fob	18,4	16,8	20,5	17,5	25,8	54,8	56,6
Importations de biens et services non facteurs, fob	32,3	34,5	50,4	108,0	68,0	41,8	36,6
Solde du compte courant (dons off.incl., déf. -)	-11,3	-15,3	-27,2	-90,4	-39,9	-17,0	-13,0
Solde du compte courant (dons off.excl., déf. -)	-13,4	-18,5	-29,2	-91,8	-44,1	-19,5	-15,1
Encours de la dette extérieure/PIB	55,4	55,8	50,7	49,9	50,4	35,5	32,4
Encours de la dette extérieure/XBSNF	301,6	331,5	248,1	285,0	195,0	64,7	57,3
Encours de la dette extérieure/Recettes budgétaires	667,4	688,5	682,6	630,2	546,6	388,9	304,8
Ratio du service de la dette/PIB	2,4	2,4	1,9	2,3	1,4	1,0	1,2
Ratio du service de la dette/XBSNF	13,1	14,3	9,4	13,2	5,6	1,9	2,1
Ratio du service de la dette/Recettes budgétaires	29,0	29,7	25,9	29,1	15,7	11,2	11,2
Réserves extérieures (en mois d'importations caf)	3,6	4,3	2,3	1,2	1,6	1,9	2,3
Pour mémoire							
PIB nominal (en milliards de FCFA)	942,8	990,3	1233,7	1388,5	1505,7	2261,9	2707,1
PIB nominal non pétrolier (en milliards de FCFA)	942,8	990,3	1233,7	1388,5	1327,2	1296,3	1424,7
Population (en millions d'habitants)	7,0	7,2	7,4	7,5	7,7	7,9	8,1
PIB par tête d'habitant (en \$ E.U.)	218,2	193,9	228,6	264,5	336,2	535,9	630,7

GUINEE EQUATORIALE : Principaux indicateurs économiques et financiers
1999-2005

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
						Estim.	Prév.
PIB, prix et population	(Variations annuelles, en %)						
Taux de croissance (PIB global en termes réels)	23,2	13,1	67,8	20,2	13,6	33,1	14,1
dont secteur pétrolier	24,7	14,7	89,6	22,8	14,2	37,4	16,2
secteur non pétrolier	20,1	9,5	18,3	10,5	11,1	15,3	3,6
Taux de croissance démographique	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9
Inflation/ (prix à la consommation - en moyenne annuelle)	0,6	4,6	8,8	7,6	7,3	4,2	6,0
Finances publiques							
Recettes totales	13,5	100,5	103,4	19,1	13,7	65,8	9,1
dont recettes pétrolières	15,4	119,2	122,9	20,2	12,7	73,0	9,8
recettes non pétrolières	8,9	51,4	29,9	12,0	20,6	19,0	2,3
Dépenses totales	-5,3	48,3	41,7	41,5	13,6	33,1	-9,5
dont dépenses courantes	-11,1	22,9	10,5	62,4	-12,3	9,6	13,3
dépenses en capital	4,7	85,8	72,4	28,3	34,2	45,3	-18,4
Monnaie et crédit							
Avoirs extérieurs nets	538,5	108,5	193,0	75,9	45,0	220,0	59,9
Crédits à l'économie	43,3	26,9	35,2	48,2	-4,8	9,1	70,9
Créances nettes sur l'Etat	19,6	-17,5	-461,3	-82,3	32,4	-884,0	-86,8
Masse monétaire (M2)	68,3	36,2	22,8	68,4	56,7	26,1	24,9
Concours de la BEAC aux banques	...	...	...	...	...	...	...
Taux de couverture extérieure (fin de période)	25,0	60,0	96,7	99,1	100,0	96,9	98,2
Vitesse de circulation de la monnaie (PIB non pétrolier/M2)	3,3	2,8	2,7	1,8	1,3	1,2	1,0
Taux directeur BEAC - TIAO (fin de période)	7,6	7,0	6,5	6,3	6,0	6,0	5,8
Secteur extérieur							
Exportations, fob	82,8	101,4	48,4	16,1	10,9	59,8	20,1
Importations, fob	8,1	36,1	62,6	-40,8	101,4	4,9	8,8
Termes de l'échange	38,6	48,8	-10,4	2,0	1,3	15,3	6,3
Variation des prix à l'exportation	42,6	61,6	-8,8	-2,2	-3,4	20,1	6,4
Variation des prix à l'importation	3,0	8,7	1,8	-4,1	-4,6	4,1	0,1
Taux de change effectif réel	-8,3	-3,0	5,4	-2,5	15,0	...	...
Taux de change effectif réel des exportations	-15,1	-5,0	2,8	-48,6	9,7	...	...
Taux de change effectif réel des importations	-1,6	-1,7	6,6	9,0	12,6	...	...
Marge de compétitivité cumulée depuis 1994	11,7	14,3	8,9	11,4	-3,6	...	...
Monnaie et crédit	(Contribution à la croissance de la masse monétaire, en %)						
Avoirs extérieurs nets	37,9	30,9	84,8	80,6	49,9	223,5	154,4
Avoirs intérieurs nets	30,4	5,4	-62,0	-12,2	6,8	-197,4	-129,5
Crédit intérieur net	38,1	11,7	-54,4	-9,0	14,0	-192,5	-129,4
Créances nettes sur l'Etat	7,3	-4,7	-74,3	-39,0	16,6	-195,6	-149,8
Crédits à l'économie (crédits actifs)	30,8	16,3	19,9	30,0	-2,6	3,0	20,4
Autres postes nets	-7,7	-6,3	-7,6	-3,2	-7,2	-4,8	-0,1
Masse monétaire (M2)	68,3	36,2	22,8	68,4	56,7	26,1	24,9
Comptes nationaux	(Contribution à la croissance réelle, en %)						
Produit intérieur brut	23,2	13,1	67,8	20,2	13,6	33,1	14,1
dont secteur pétrolier	16,7	10,1	62,2	17,9	11,4	30,2	13,5
secteur non pétrolier	6,5	3,0	5,6	2,3	2,2	3,0	0,6
Demande intérieure brute	51,3	64,0	157,5	-106,6	112,4	-4,4	9,1
Consommation	1,6	1,8	5,7	5,5	0,1	-4,9	21,0
Publique	-1,8	1,3	1,5	3,9	-1,7	-0,5	0,1
Privée	3,3	0,5	4,1	1,6	1,8	-4,4	20,9
Investissements bruts	49,8	62,2	151,9	-112,1	112,2	0,4	-12,0
Publics	0,4	6,8	9,2	3,2	3,4	13,3	-10,5
Privés (Entreprises et ménages)	49,4	55,4	142,7	-115,2	108,9	-12,8	-1,5
dont secteur pétrolier	46,9	54,3	141,5	-118,2	107,6	-15,4	-0,8
secteur non pétrolier	2,5	1,2	1,2	3,0	1,2	2,5	-0,7
Variation des stocks	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Exportations nettes	-28,1	-50,9	-89,7	126,7	-98,8	37,6	5,0
Exportations de biens et services non facteurs	42,3	44,2	81,0	24,3	18,8	48,5	18,6
Importations de biens et services non facteurs	-70,4	-95,1	-170,7	102,4	-117,6	-11,0	-13,5
Comptes nationaux	(En pourcentage du PIB, sauf indication contraire)						
Investissements	76,4	61,3	69,9	30,3	57,3	37,1	29,1
dont Secteur pétrolier	64,9	51,5	59,8	18,5	43,9	25,0	20,8
Epargne intérieure	59,5	77,2	83,0	81,5	82,6	86,9	84,4
Epargne nationale	45,9	46,3	27,1	22,0	23,3	25,4	27,5
Finances publiques							
Recettes totales	18,8	19,8	26,7	27,2	27,2	28,3	25,7
Recettes pétrolières	13,6	15,6	23,2	23,8	23,6	25,6	23,4
Recettes non pétrolières	5,2	4,1	3,6	3,4	3,6	2,7	2,3
Dépenses totales	16,8	13,1	12,3	14,9	14,9	12,5	9,4
Dépenses courantes	10,0	6,5	4,8	6,6	5,1	3,5	3,3
Dépenses en capital	6,8	6,6	7,6	8,3	9,8	9,0	6,1
Solde budgétaire primaire (déficit -)	3,1	7,5	15,1	12,5	12,5	15,9	16,4
Solde budgétaire, base engagements hors dons (déficit -)	2,0	6,7	14,4	12,3	12,3	15,9	16,3
Solde budgétaire, base engagements dons compris (déficit -)	2,0	6,8	14,7	12,3	12,3	15,9	16,3
Solde budgétaire de base (déficit -)	2,0	6,9	14,7	12,3	12,3	15,9	16,3
Secteur extérieur							
Exportations de biens et services non facteurs, fob	100,4	105,1	103,4	102,6	100,3	100,3	100,2
Importations de biens et services non facteurs, fob	117,2	89,2	90,3	51,4	75,0	50,5	45,0
Solde du compte courant (dons off.incl., déf. -)	-29,9	-14,3	-42,9	-8,8	-34,9	-12,6	-2,7
Solde du compte courant (dons off.excl., déf. -)	-31,2	-15,0	-43,7	-9,5	-35,5	-13,0	-3,0
Encours de la dette extérieure/PIB	36,6	19,2	11,9	9,9	6,9	3,7	2,9
Encours de la dette extérieure/XBSNF	36,5	18,3	11,6	9,6	6,9	3,7	2,9
Encours de la dette extérieure/recettes budgétaires	194,8	97,4	44,7	36,4	25,5	13,1	11,3
Ratio du service de la dette/PIB	2,0	1,1	0,8	0,5	0,4	0,3	0,2
Ratio du service de la dette/Export bsnf	2,0	1,0	0,8	0,5	0,4	0,3	0,2
Ratio du service de la dette/Recettes budgétaires	10,7	5,4	3,0	1,9	1,4	0,9	0,9
Réserves extérieures (en mois d'importations caf)	0,1	0,4	0,9	1,6	1,8	6,2	9,4
Pour mémoire							
PIB nominal (en milliards de FCFA)	454,4	865,6	1302,3	1523,7	1729,5	2757,4	3313,5
PIB non pétrolier (en milliards de FCFA)	117,6	132,6	158,2	178,5	206,1	235,9	253,9
Population (en milliers d'habitants)	462,1	474,5	487,3	501,5	516,0	531,0	546,4
PIB par tête d'habitant (en \$ E.U.)	1599,5	2569,2	3645,9	4363,2	5773,9	9717,6	11422,4

GABON: Principaux indicateurs économiques et financiers
1999-2005

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
						Estim.	Prév.
PIB, prix et population	(Variations annuelles, en %, sauf indications contraires)						
Taux de croissance (PIB réel)	-11,3	-1,9	2,0	-0,3	2,1	1,4	2,2
dont secteur pétrolier	-19,8	-10,9	-5,3	-2,5	7,5	1,3	-3,3
secteur non pétrolier	-7,1	1,9	4,7	0,4	0,4	1,4	4,1
Taux de croissance démographique	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5
Inflation (prix consommation-125 articles- moyenne annuelle)	-0,7	0,5	2,1	0,2	2,0	0,5	2,0
Finances publiques							
Recettes totales	-13,4	52,9	-2,8	-13,2	3,0	6,1	6,5
Recettes pétrolières	-25,8	120,2	-7,6	-19,2	-6,3	10,5	3,2
Recettes non pétrolières	1,5	-6,4	7,1	-2,7	16,9	0,8	10,9
Dépenses totales	-38,0	-1,0	32,2	-8,6	-16,8	3,3	0,7
Dépenses courantes	-26,5	-0,1	29,7	-14,8	-11,7	1,0	-1,8
Dépenses en capital	-67,2	-6,4	47,0	24,2	-35,5	14,9	11,7
Monnaie et crédit							
Avoirs extérieurs nets	4,3	472,9	-106,6	378,2	136,7	197,3	49,0
Crédits à l'économie	-0,6	10,8	17,5	7,7	-8,2	-3,4	27,8
Créances nettes sur l'Etat	-6,2	-66,8	159,5	-18,8	4,3	-55,0	-171,0
Masse monétaire (M2)	-1,6	16,6	8,5	5,9	-1,1	4,9	12,1
Concours de la BEAC aux banques	43,4	-98,1	1263,6	166,7	-100,0	...	...
Taux de couverture extérieure (fin de période)	15,8	57,0	17,0	37,7	44,0	53,4	67,4
Vitesse de circulation de la monnaie (PIBNP/M2)	4,0	3,6	3,4	3,3	3,4	3,3	3,3
Taux directeur BEAC - (TIAO fin de période)	7,6	7,0	6,5	6,3	6,0	6,0	5,8
Secteur extérieur							
Exportations, fob	36,7	53,7	-19,0	-5,7	1,7	21,1	5,5
Importations, fob	-18,3	1,4	9,3	7,1	-11,0	25,5	6,8
Termes de l'échange	42,9	52,1	-14,9	3,0	2,2	15,2	7,7
Variation des prix à l'exportation	47,2	65,3	-13,4	-1,3	-2,5	20,0	7,8
Variation des prix à l'importation	3,0	8,7	1,8	-4,1	-4,6	4,1	0,1
Taux de change effectif réel	-4,9	-4,1	-2,6	-32,1	4,0	...	...
Taux de change effectif réel des exportations	-10,3	-5,6	-5,5	-71,6	1,0	...	...
Taux de change effectif réel des importations	-2,8	-3,0	-0,3	-8,2	3,9	...	...
Marge de compétitivité cumulée depuis 1994	14,7	18,8	21,5	53,6	49,6	...	...
Monnaie et crédit	(Contribution à la croissance de la masse monétaire, en %)						
Avoirs extérieurs nets	0,1	49,0	-35,4	7,8	7,4	25,1	17,7
Avoirs intérieurs nets	-1,7	-32,4	43,9	-1,9	-8,6	-20,1	-5,6
Crédit intérieur net	-4,5	-33,6	42,2	-1,7	-5,5	-21,9	-5,6
Créances nettes sur l'Etat	-4,1	-42,3	28,8	-8,1	1,4	-19,2	-25,6
Crédits à l'économie	-0,4	8,7	13,4	6,4	-6,9	-2,7	20,1
Autres postes nets	2,8	1,1	1,7	-0,2	-3,1	1,8	0,0
Masse monétaire (M2)	-1,6	16,6	8,5	5,9	-1,1	4,9	12,1
Comptes nationaux	(Contribution à la croissance réelle, en %)						
Produit intérieur brut	-11,3	-1,9	2,0	-0,3	2,1	1,4	2,2
dont secteur pétrolier	-6,5	-3,3	-1,4	-0,6	1,8	0,3	-0,9
secteur non pétrolier	-4,7	1,3	3,4	0,3	0,3	1,1	3,0
Demande intérieure brute	-14,0	1,1	3,1	5,5	2,7	4,6	4,6
Consommation	-6,6	0,7	0,8	4,6	3,9	1,7	4,6
Publique	-1,7	-0,3	1,6	-0,9	-0,9	-0,1	-0,2
Privée	-4,9	1,0	-0,8	5,5	4,8	1,8	4,7
Investissements bruts	-7,4	0,4	2,2	1,0	-1,2	2,9	0,1
Publics	-2,2	-0,2	0,6	0,4	-0,8	0,2	0,1
Privés (Entreprises et ménages)	-5,2	0,5	2,4	0,4	-0,6	2,2	0,2
dont secteur pétrolier	-3,6	0,3	1,3	0,0	-1,5	0,9	-1,2
secteur non pétrolier	-1,6	0,2	1,1	0,5	0,8	1,2	1,4
Variation des stocks	0,0	0,0	-0,8	0,1	0,2	0,5	-0,2
Exportations nettes	2,8	-3,0	-1,1	-5,9	-0,5	-3,2	-2,5
Exportations de biens et services non facteurs	-3,5	-3,0	-2,9	-2,0	1,5	0,8	-0,9
Importations de biens et services non facteurs	6,3	0,0	1,8	-3,9	-2,0	-4,0	-1,5
Comptes nationaux	(En pourcentage du PIB, sauf indication contraire)						
Investissements	25,2	21,6	28,8	30,5	26,2	24,9	22,4
dont secteur pétrolier	11,3	10,3	13,5	14,0	11,3	10,4	8,2
Épargne intérieure	46,9	58,3	55,5	50,7	47,2	51,2	48,3
Épargne nationale	34,6	42,8	41,1	37,5	34,5	36,9	33,1
Finances publiques							
Recettes totales	27,8	33,8	34,9	30,4	30,4	29,0	28,5
Recettes pétrolières	13,0	22,8	22,4	18,2	16,5	16,4	15,6
Recettes non pétrolières	14,8	11,0	12,5	12,2	13,9	12,6	12,9
Dépenses totales	28,0	22,0	30,9	28,4	22,9	21,3	19,7
Dépenses courantes	23,8	18,9	26,0	22,3	19,1	17,3	15,7
Dépenses en capital	4,2	3,1	4,9	6,1	3,8	3,9	4,0
Solde budgétaire primaire (déficit -)	7,8	18,4	13,8	7,2	11,9	12,0	12,8
Solde budgétaire de base (déficit -)	0,9	12,4	4,3	2,6	7,8	8,3	9,6
Solde budgétaire, base ordonnancements hors dons (déficit -)	-0,2	11,8	4,0	2,1	7,5	7,8	8,8
Solde budgétaire, base ordonnancements dons compris (déficit -)	-0,2	11,8	4,0	2,1	7,6	8,0	8,9
Secteur extérieur							
Exportations de biens et services non facteurs, fob	60,2	69,7	60,6	57,3	56,5	61,3	59,5
Importations de biens et services non facteurs, fob	38,5	33,0	33,9	37,1	35,5	34,9	33,6
Solde du compte courant (dons off.incl., déf. -)	8,5	19,9	10,7	5,4	6,7	10,8	9,4
Solde du compte courant (dons off.excl., déf. -)	8,0	20,2	10,5	5,2	6,5	10,3	9,1
Encours de la dette extérieure/PIB	80,9	62,8	61,2	61,3	55,3	47,7	41,5
Ratio du service de la dette / XBSNF	21,4	17,2	28,0	18,9	15,9	13,9	12,8
Ratio du service de la dette / recettes budgétaires	46,4	35,6	48,6	35,6	29,5	29,3	26,8
Ratio du service de la dette / PIB	12,9	12,0	17,0	10,8	9,0	8,5	7,6
Taux de couverture des échanges de marchandises	1,6	2,1	1,8	1,5	1,6	1,8	1,8
Réserves extérieures (en mois d'importations caf)	0,2	2,4	0,2	1,3	1,8	2,8	4,0
Pour mémoire							
PIB nominal (milliards de FCFA)	2840,8	3573,4	3363,7	3345,7	3448,1	3833,2	4157,3
PIB non pétrolier (milliards de FCFA)	1779,5	1859,5	1959,0	1960,1	1996,1	2038,9	2294,1
Population (millions d'habitants)	1,2	1,2	1,2	1,3	1,3	1,3	1,4
PIB par tête d'habitant (en \$ E.U.)	3938,8	4185,2	3723,3	3802,8	4586,9	5404,1	5755,4

Sources: Administrations économiques et financières et BEAC

CONGO : Principaux indicateurs économiques et financiers
1999-2005

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
						Estim	Prév.
PIB, prix et population	(Variations annuelles, en %)						
Taux de croissance (PIB réel)	-2,7	7,6	3,8	4,6	0,8	3,6	7,5
dont secteur pétrolier	4,9	-1,0	-7,5	-1,5	-7,3	0,5	13,4
secteur non pétrolier	-8,8	15,3	12,6	8,5	5,5	5,2	4,6
Taux de croissance démographique	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6
Inflation (prix consommation africaine en moyenne annuelle)	3,6	-0,3	0,4	3,8	-1,2	1,4	2,3
Finances publiques							
Recettes totales	55,3	45,1	4,2	-9,0	5,6	22,4	16,0
dont recettes pétrolières	85,7	69,5	-7,6	-7,7	6,1	25,8	20,0
recettes non pétrolières	17,5	-2,8	44,7	-11,7	4,5	14,4	5,7
Dépenses totales	9,8	27,7	11,0	15,2	-18,8	-2,7	18,2
dont dépenses courantes	3,2	12,6	4,4	27,3	-16,5	-1,6	7,4
dépenses en capital	56,9	99,2	28,9	-11,5	-25,8	-5,7	57,6
Monnaie et crédit							
Avoirs extérieurs nets	116,7	2949,1	-82,3	41,6	-84,2	601,9	102,9
Crédits à l'économie	19,1	-5,4	-33,5	-39,1	23,1	4,0	3,6
Créances nettes sur l'Etat	-12,2	-9,2	75,5	12,1	0,2	2,9	-12,2
Masse monétaire (M2)	22,3	58,5	-22,8	13,1	-2,4	8,8	7,6
Concours de la BEAC aux banques	-13,5	4,2	-62,1	-100,0	...	-36,2	300,3
Taux de couverture extérieure (fin de période)	24,8	59,4	32,2	19,6	16,4	25,4	37,2
Vitesse de circulation de la monnaie (PIB/M2)	3,2	2,4	3,4	3,3	3,6	3,6	3,6
Taux directeur BEAC - TIAO (fin de période)	7,6	7,0	6,5	6,3	6,0	6,0	5,8
Secteur extérieur							
Exportations, fob	19,0	85,8	-16,5	-0,7	3,6	10,1	22,9
Importations, fob	-2,3	0,7	54,1	-5,8	2,6	22,8	20,0
Termes de l'échange	6,1	72,2	-6,4	0,3	14,6	4,7	9,6
Variation des prix à l'exportation	9,2	87,1	-4,7	-3,9	9,3	9,0	9,6
Variation des prix à l'importation	3,0	8,7	1,8	-4,1	-4,6	4,1	0,1
Taux de change effectif réel	-3,1	-6,2	-2,4	-20,0	0,7	...	...
Taux de change effectif réel des exportations	-17,5	-9,9	-2,1	-52,0	-0,1	...	...
Taux de change effectif réel des importations	1,8	-5,6	-2,4	-4,1	1,4	...	...
Marge de compétitivité cumulée depuis 1994	7,9	13,6	16,0	36,0	35,3	...	...
Monnaie et crédit	(Contribution à la croissance de la masse monétaire, en %)						
Avoirs extérieurs nets	19,5	69,5	-37,4	4,6	-10,7	12,6	14,0
Avoirs intérieurs nets	2,8	-11,0	14,6	8,4	8,3	-3,8	-6,5
Crédit intérieur net	7,8	-8,9	4,6	-8,8	5,4	3,0	-6,5
Créances nettes sur l'Etat	-8,3	-4,5	21,0	7,7	0,1	1,8	-7,4
Crédits à l'économie	16,1	-4,5	-16,4	-16,5	5,3	1,2	1,0
Autres postes nets	-5,0	-2,0	10,0	17,2	2,9	-6,8	0,0
Masse monétaire (M2)	22,3	58,5	-22,8	13,1	-2,4	8,8	7,6
Comptes nationaux	(Contribution à la croissance réelle, en %)						
Produit intérieur brut	-2,7	7,6	3,8	4,6	0,8	3,6	7,5
dont secteur pétrolier	2,2	-0,5	-3,3	-0,6	-2,7	0,2	4,4
secteur non pétrolier	-4,9	8,1	7,1	5,2	3,5	3,4	3,1
Demande intérieure brute	-9,1	10,5	18,5	-2,7	6,7	9,0	15,8
Consommation	-6,3	12,1	11,2	0,2	6,2	6,0	10,4
Publique	-6,0	2,4	-0,8	4,1	-3,6	0,9	1,6
Privée	-0,2	9,6	12,0	-3,9	9,8	5,2	8,8
Investissements bruts	-2,8	-1,5	7,3	-2,9	0,5	3,0	5,4
Publics	0,7	2,2	1,2	-0,8	-1,0	-0,2	1,5
Privés (Entreprises et ménages)	-4,0	-3,5	4,4	-1,6	3,2	1,5	3,7
dont secteur pétrolier	-5,6	-1,5	3,1	-2,7	0,9	1,6	3,3
secteur non pétrolier	1,5	-2,1	1,3	1,1	2,3	-0,1	0,4
Variation des stocks	0,5	-0,2	1,8	-0,5	-1,7	1,7	0,2
Exportations nettes	6,4	-3,0	-14,7	7,3	-5,9	-5,4	-8,3
Exportations de biens et services non facteurs	6,1	-3,6	-6,1	2,0	-2,7	0,7	7,3
Importations de biens et services non facteurs	0,2	0,6	-8,6	5,2	-3,2	-6,1	-15,7
Comptes nationaux	(En pourcentage du PIB, sauf indication contraire)						
Investissements	38,9	23,4	35,8	26,1	26,3	28,7	27,0
dont secteur pétrolier	17,7	10,6	14,6	10,7	9,9	10,6	11,6
Epargne intérieure	52,2	68,5	59,0	55,2	57,8	57,7	57,9
Epargne nationale	29,3	43,4	34,7	33,1	41,3	41,0	41,4
Finances publiques							
Recettes totales	28,7	26,3	30,7	27,2	29,2	33,1	33,4
dont recettes pétrolières	19,0	20,3	21,0	18,9	20,4	23,8	24,8
recettes non pétrolières	9,7	5,9	9,6	8,3	8,8	9,3	8,6
Dépenses totales	31,5	25,4	31,6	35,5	29,3	26,4	27,2
dont dépenses courantes	26,0	18,5	21,6	26,8	22,7	20,7	19,4
dépenses en capital	5,5	7,0	10,0	8,6	6,5	5,7	7,8
Solde budgétaire primaire (déficit -)	8,1	8,4	6,8	1,2	6,7	12,1	12,6
Solde budgétaire de base (déficit -)	-2,9	1,5	-0,7	-7,2	1,0	6,9	8,5
Solde budgétaire, base engagements hors dons (déficit -)	-2,9	0,8	-1,0	-8,3	-0,1	6,7	6,2
Solde budgétaire, base engagements dons compris (déficit -)	-2,6	1,1	-0,8	-8,1	0,4	6,9	7,1
Secteur extérieur							
Exportations de biens et services non facteurs, fob	72,5	82,1	78,2	75,8	79,5	81,0	85,8
Importations de biens et services non facteurs, fob	59,1	37,1	54,9	46,7	48,1	52,0	54,9
Solde du compte courant (dons off.incl., déf. -)	-9,8	20,6	-1,6	6,3	14,3	11,6	13,8
Solde du compte courant (dons off.excl., déf. -)	-9,8	20,2	-1,4	6,1	14,0	11,4	13,6
Encours de la dette extérieure/PIB	275,8	175,9	194,8	198,4	202,5	148,8	124,5
Encours de la dette extérieure/exportations	416,1	226,0	267,8	282,0	273,4	196,8	154,0
Ratio du service de la dette / XBNSF	38,9	23,5	23,6	26,5	16,0	15,0	11,5
Ratio du service de la dette / Recettes budgétaires	98,5	73,3	60,2	73,8	43,7	36,6	29,6
Ratio du service de la dette / PIB	28,2	19,3	18,4	20,1	12,7	12,1	9,9
Réserves extérieures (en mois d'importation caf)	0,9	5,0	1,1	0,5	0,4	0,7	1,1
Pour mémoire							
PIB nominal (en milliards de FCFA)	1449,3	2292,5	2048,3	2103,0	2069,8	2231,4	2564,7
PIB non pétrolier (en milliards de FCFA)	676,0	790,2	889,7	976,6	1035,3	1117,6	1187,4
Population (en millions d'habitants)	2,9	3,0	3,1	3,1	3,2	3,3	3,4
PIB par tête d'habitant (en \$ E.U.)	812,9	1085,2	915,5	964,2	1109,6	1266,5	1428,0

Sources: Administrations nationales et BEAC

CAMEROUN : Principaux indicateurs économiques et financiers

1999/2000-2005

	1999/2000	2000/2001	2001/2002	2001	2002	2003	2004	2005	
	(Variations annuelles, en %)							Estim	Prév.
PIB, prix et population									
Taux de croissance (PIB réel)	4,2	5,2	4,1	4,7	4,1	4,5	4,4	4,8	
Secteur pétrolier	-6,5	0,6	-9,6	-4,5	-5,1	-4,7	-12,1	-8,0	
Secteur non pétrolier	4,8	5,5	4,8	5,1	4,6	4,9	5,0	5,2	
Taux de croissance démographique (moyen)	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	
Inflation (déflateur du PIB non pétrolier)	1,3	2,8	4,4	3,7	3,1	0,5	1,0	1,6	
Inflation (prix à la consommation, en moyenne annuelle, juin, Décembre à compter de 2001)	0,8	2,8	4,5	4,5	2,8	0,6	0,4	1,0	
Inflation (prix à la consommation, en moy annuelle, décembre)	1,2	4,5				2,3	2,0	2,0	
Finances publiques									
Recettes totales	30,4	19,1	-0,5	4,5	7,3	1,5	-5,7	10,7	
Recettes pétrolières	143,6	34,8	-20,8	-11,6	9,3	-12,1	4,2	-1,0	
Recettes non pétrolières	9,0	12,5	9,8	12,0	6,6	6,7	-8,8	14,8	
Dépenses totales	-7,4	26,1	2,1	18,8	-7,2	0,1	4,0	11,5	
Dépenses courantes	-12,5	19,6	6,9	17,2	-0,2	-1,2	2,7	2,9	
Dépenses en capital	31,6	58,6	-16,3	26,0	-35,1	7,8	11,5	55,7	
Monnaie et crédit									
Avoirs extérieurs nets	78,9	276,3	171,5	160,4	138,2	-13,5	29,7	7,9	
Crédits à l'économie	10,5	12,0	5,9	8,7	9,5	8,8	0,8	5,4	
Créances nettes sur l'Etat	-16,0	-16,2	-1,1	4,6	-6,2	1,3	-0,9	7,6	
Masse monétaire (M2)	18,9	13,7	11,2	12,9	17,6	1,0	3,8	7,3	
Concours de la BEAC aux banques	-44,8	-48,8	-78,9	-86,1	-100,0	...	...	...
Taux de couverture extérieure (fin de période)	15,1	37,3	47,5	38,4	49,0	46,4	53,6	54,3	
Vitesse de circulation de la monnaie (PIB/M2)	7,0	6,7	6,4	6,3	5,7	5,9	6,1	6,0	
Taux BEAC - TIAO fin de période (à partir de 1994/1995)	7,0	7,0	6,4	6,5	6,3	6,0	6,0	5,8	
Secteur extérieur									
Exportations, fob	31,7	11,3	-18,2	-0,9	-6,3	1,3	6,9	3,5	
Importations, fob	8,9	27,8	26,6	32,4	-5,2	-3,4	3,5	5,3	
Termes de l'échange	79,3	33,2	-20,1	0,0	2,8	-9,8	1,9	-1,4	
Variation des prix à l'exportation	98,5	37,6	-18,5	0,0	0,9	-14,0	6,1	-1,4	
Variation des prix à l'importation	10,7	3,3	2,0	0,0	-1,8	-4,6	4,1	0,1	
Taux de change effectif réel	-0,5	1,0	...	1,0	-24,1	0,6	...	...
Taux de change effectif réel des exportations	0,9	-0,7	...	-0,7	-52,6	-1,2	...	...
Taux de change effectif réel des importations	-1,4	1,9	...	1,9	-11,3	2,0	...	...
Marge de compétitivité cumulée depuis 1994	13,2	12,2	...	11,2	35,3	34,6	...	...
Monnaie et crédit	(Contribution à la croissance de la masse monétaire, en %)								
Avoirs extérieurs nets	22,4	14,0	13,8	7,7	15,6	-2,9	5,7	1,9	
Avoirs intérieurs nets	-3,6	-0,3	-2,6	5,2	2,0	3,9	-2,0	5,3	
Crédit intérieur net	-1,5	1,6	3,7	7,6	4,5	5,8	0,3	5,3	
Créances nettes sur l'Etat	-9,3	-6,7	-0,3	1,5	-1,9	0,3	-0,2	1,8	
Crédits à l'économie	7,9	8,3	4,0	6,1	6,4	5,5	0,5	3,5	
Autres postes nets	-2,1	-1,9	-6,3	-2,5	-2,5	-2,0	-2,3	0,0	
Masse monétaire (M2)	18,9	13,7	11,2	12,9	17,6	1,0	3,8	7,3	
Comptes nationaux	Contribution à la croissance réelle, en %								
Produit intérieur brut	4,2	5,2	4,1	4,7	4,1	4,5	4,4	4,8	
dont secteur pétrolier	-0,4	0,0	-0,5	-0,2	-0,2	-0,2	-0,5	-0,3	
secteur non pétrolier	4,5	5,2	4,6	4,9	4,3	4,7	4,8	5,1	
Demande intérieure brute	3,2	11,7	7,6	9,6	5,8	2,0	3,7	5,9	
Consommation	3,2	7,0	3,2	5,0	4,3	2,7	4,6	3,2	
Publique	0,9	1,1	0,8	1,0	0,3	0,0	0,3	0,4	
Privée	2,3	5,8	2,4	4,1	4,0	2,7	4,3	2,7	
Investissements bruts	0,0	4,8	4,4	4,6	1,5	-0,7	-0,9	2,8	
Publics	0,7	1,5	-0,8	0,4	-1,2	0,2	0,2	1,3	
Privés (Entreprises et ménages)	-0,7	3,2	5,2	4,2	2,7	-1,0	-1,1	1,4	
Variation des stocks	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	
Exportations nettes	1,0	-6,5	-3,5	-5,0	-1,7	2,5	0,7	-1,1	
Exportations de biens et services non facteurs	-1,8	-4,6	0,4	-2,0	-0,5	1,7	0,0	0,7	
Importations de biens et services non facteurs	2,8	-1,9	-3,9	-2,9	-1,2	0,8	0,7	-1,8	
Comptes nationaux	Pourcentage du PIB, sauf indication contraire								
Investissements	19,8	23,2	33,5	28,9	30,1	27,1	25,7	27,1	
Epargne intérieure	24,3	24,8	25,5	25,4	24,9	24,8	24,7	25,8	
Epargne nationale	21,8	21,2	22,5	22,3	22,1	22,2	22,6	24,2	
Finances publiques									
Recettes totales	17,3	18,8	17,7	17,6	17,7	17,1	15,2	15,9	
Recettes pétrolières	5,1	6,3	4,7	4,7	4,9	4,1	4,0	3,7	
Recettes non pétrolières	12,2	12,5	12,9	12,8	12,8	13,1	11,2	12,1	
Dépenses totales	13,9	16,0	15,4	16,6	14,4	13,8	13,5	14,2	
Dépenses courantes	11,6	12,7	12,8	13,2	12,4	11,7	11,3	11,0	
Dépenses en capital	2,3	3,3	2,6	3,3	2,0	2,1	2,2	3,2	
Solde budgétaire primaire (déficit -)	6,2	7,4	5,6	5,3	6,2	6,3	4,3	3,9	
Solde budgétaire de base (déficit -)	4,0	4,2	2,9	2,4	3,6	3,9	2,4	2,4	
Solde budgétaire, base engagements hors dons (déficit -)	3,4	2,8	2,3	1,0	3,3	3,4	1,7	1,7	
Solde budgétaire, base engagements dons compris (déficit -)	3,4	3,5	2,7	1,8	3,6	3,9	1,8	1,9	
Secteur extérieur									
Exportations de biens et services non facteurs, fob	26,0	26,3	21,0	24,2	21,9	21,3	21,3	20,7	
Importations de biens et services non facteurs, fob	21,6	24,7	29,0	27,7	27,1	23,7	22,4	22,0	
Solde du compte courant (dons off.incl., def. -)	3,2	-0,5	-9,5	-5,0	-6,6	-3,3	-1,9	-1,8	
Solde du compte courant (dons off.excl., def. -)	2,2	-1,8	-10,9	-6,4	-7,8	-4,7	-2,9	-2,8	
Encours de la dette extérieure/PIB	75,4	66,9	60,4	63,5	49,6	44,6	40,5	36,3	
Ratio du service de la dette/Recettes budgétaires	22,1	36,7	35,8	39,0	34,0	36,0	33,7	27,0	
Ratio du service de la dette/XBSNF	14,7	26,3	30,2	28,3	27,5	29,0	24,2	20,7	
Réserves extérieures (en mois d'importations caf)	0,6	1,9	2,7	2,0	3,2	2,9	3,1	3,0	
Pour mémoire									
PIB nominal (en milliards de FCFA)	6312,3	6909,8	7335,4	7122,6	7595,4	7951,1	8434,2	8963,6	
PIB nominal non pétrolier (en milliards de FCFA)	5785,4	6273,7	6867,5	6570,6	7083,2	7463,5	7913,5	8459,2	
Population (en millions d'habitants)	14,9	15,3	15,7	15,5	15,9	16,3	16,7	17,2	
PIB par tête d'habitant (en \$ E.U.)	645,2	616,8	641,8	627,6	686,6	840,4	943,8	984,0	

République Centrafricaine: Principaux indicateurs économiques et financiers
1999-2005

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
						Estim.	Prév.
PIB, prix et population	(Variations annuelles, en %, sauf indications contraires)						
Taux de croissance (PIB réel)	2,7	0,9	0,5	-1,1	-7,7	1,2	3,8
Taux de croissance démographique (moyen)	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5
Inflation (prix de détail, type africain - en moyenne annuelle)	-1,5	3,1	3,8	2,3	4,2	-2,1	2,0
Finances publiques							
Recettes totales	6,2	1,4	4,2	24,3	-31,0	-0,4	13,6
Dépenses totales	6,4	-16,8	-15,1	13,4	-17,7	-8,5	10,8
Dépenses courantes	9,1	5,2	2,7	16,6	-3,8	-0,4	-9,4
Dépenses en capital	4,5	-32,9	-35,3	7,8	-44,9	-36,2	118,2
Monnaie et crédit							
Avoirs extérieurs nets	4,4	5,1	-19,9	-12,3	-15,1	3,8	8,7
Crédits à l'économie	20,8	-10,4	9,2	16,3	0,1	3,2	9,0
Créances nettes sur l'Etat	6,6	23,0	38,3	-8,1	5,1	13,2	-12,1
Masse monétaire (M2)	11,1	2,4	-1,1	-4,1	-8,3	12,5	1,5
Concours de la BEAC aux banques	-4,1	-34,6	-28,4	48,7	-45,4	-34,2	338,8
Taux de couverture extérieure	100,9	98,6	98,3	98,0	95,8	88,5	91,3
Vitesse de circulation de la monnaie (PIB/M2)	5,9	6,2	6,6	6,9	7,2	6,5	6,8
Taux directeur de la BEAC (TIAO fin de période)	7,6	7,0	6,5	6,3	6,0	6,0	5,8
Secteur extérieur							
Exportations, fob	1,0	26,7	-11,1	3,2	-32,4	-5,6	12,0
Importations, fob	-6,6	3,2	-5,8	10,9	-12,8	5,1	15,4
Termes de l'échange	0,0	-12,8	-4,0	-18,2	4,9	-9,5	-3,2
Variation des prix à l'exportation	0,7	-3,1	-7,3	-8,7	-1,6	-2,8	-2,0
Variation des prix à l'importation	0,7	11,2	-3,5	11,7	-6,2	7,3	1,2
Taux de change effectif réel	-7,6	7,9	-1,8	-29,9	11,9	...	...
Taux de change effectif réel des exportations	-12,5	11,5	-5,6	-66,5	-7,2	...	...
Taux de change effectif réel des importations	-1,7	7,0	3,4	-0,5	4,3	...	...
Marge de compétitivité cumulée depuis 1994	14,3	7,5	9,2	36,3	28,7	...	...
Monnaie et crédit	(Contribution à la croissance de la masse monétaire, en %)						
Avoirs extérieurs nets	2,2	3,4	-14,4	-6,5	-7,3	1,8	4,0
Avoirs intérieurs nets	8,8	-1,0	13,3	2,4	-1,0	10,7	-2,5
Crédit intérieur net	9,7	2,7	16,9	2,2	2,5	8,8	-2,5
Créances nettes sur l'Etat	2,0	6,8	13,6	-4,1	2,4	7,2	-6,7
Crédits à l'économie	7,7	-4,1	3,2	6,3	0,0	1,6	4,2
Autres postes nets	-0,9	-3,6	-3,5	0,1	-3,4	1,9	0,0
Masse monétaire (M2)	11,1	2,4	-1,1	-4,1	-8,3	12,5	1,5
Comptes nationaux	(Contribution à la croissance réelle, en %)						
Produit intérieur brut	2,7	0,9	0,5	-1,1	-7,7	1,2	3,8
Demande intérieure brute	3,2	-2,4	0,4	-4,4	-3,9	0,9	5,9
Consommation	2,7	-1,9	1,1	-4,3	-2,8	0,7	3,9
Publique	0,5	0,2	0,1	1,2	-0,5	-0,5	-0,5
Privée	2,2	-2,1	1,0	-5,6	-2,3	1,2	4,4
Investissements bruts	0,5	-0,6	-0,8	-0,1	-1,1	0,2	1,9
Publics	0,1	-2,4	-1,2	0,2	-0,9	-0,5	1,1
Privés (Entreprises et ménages)	0,3	1,5	0,1	0,4	-0,3	0,5	0,8
Variation des stocks	0,1	0,4	0,3	-0,8	0,1	0,2	0,0
Exportations nettes	-0,5	3,3	0,1	3,4	-3,8	0,3	-2,1
Exportations de biens et services non facteurs	2,7	3,4	-1,8	1,7	-6,2	0,9	2,2
Importations de biens et services non facteurs	-3,2	-0,1	1,9	1,6	2,4	-0,6	-4,3
Comptes nationaux	(En pourcentage du PIB, sauf indication contraire)						
Investissements	14,3	11,0	9,0	7,9	6,0	5,3	7,5
Epargne intérieure	9,6	6,9	4,2	3,1	-1,0	-1,8	-0,3
Epargne nationale	8,6	5,5	3,5	2,4	-1,7	-2,4	-0,7
Finances publiques							
Recettes totales	9,3	8,8	8,7	10,8	7,9	7,7	8,2
Dépenses totales	20,3	15,8	12,7	14,4	12,4	11,2	11,7
Dépenses courantes	8,6	8,4	8,2	9,5	9,6	9,4	8,0
Dépenses en capital	11,8	7,4	4,5	4,9	2,8	1,8	3,6
Solde budgétaire primaire (déficit -)	-0,4	0,5	0,3	0,8	-2,1	-1,6	0,3
Solde budgétaire, base engagements hors dons (déficit -)	-11,0	-7,0	-4,0	-3,6	-4,6	-3,5	-3,5
Solde budgétaire, base engagements dons compris (déficit -)	-0,5	-0,5	-0,6	-0,4	-3,1	-1,1	-0,8
Solde budgétaire de base (déficit -)	-1,9	-0,8	-0,8	-0,5	-3,3	-2,8	-0,7
Secteur extérieur							
Exportations de biens et services non facteurs, fob	18,3	19,8	15,9	15,9	11,6	11,8	12,4
Importations de biens et services non facteurs, fob	23,0	24,0	20,6	20,8	18,6	18,9	20,2
Solde du compte courant (transf.incl., déficit -)	-2,6	-1,1	-2,0	-1,6	-2,4	-3,8	-4,6
Solde du compte courant (transf.excl., déficit -)	-5,9	-5,4	-5,2	-5,3	-7,0	-7,2	-7,8
Encours de la dette extérieure/PIB	103,0	97,8	93,1	93,9	100,5	99,8	95,8
Encours de la dette extérieure/XBSNF	561,5	493,1	585,5	589,9	867,5	843,8	775,1
Encours de la dette extérieure/Recettes budgétaires	1104,6	1108,7	1064,5	865,8	1279,7	1297,6	1164,5
Ratio du service de la dette/PIB	3,4	3,5	3,5	3,8	3,4	3,1	2,5
Ratio du service de la dette/XBSNF	18,5	17,5	21,9	23,7	29,3	26,0	20,3
Ratio du service de la dette/Recettes budgétaires	36,5	39,4	39,8	34,8	43,2	40,0	30,4
Réserves extérieures (en mois d'importations caf)	10,0	10,0	10,0	8,2	8,7	8,9	7,8
Pour mémoire							
PIB nominal (en milliards de FCFA)	640,7	686,8	721,9	723,8	690,3	701,6	745,2
Population (en millions d'habitants.)	3,5	3,6	3,7	3,8	3,9	4,0	4,1
PIB par tête d'habitant (en \$ E.U.)	295,5	267,6	265,8	273,6	305,4	329,0	343,1